

CONSEIL DEPARTEMENTAL DU GARD
SEANCE PLENIERE DU VENDREDI 24 JUIN 2022

Séance du Vendredi 24 Juin 2022

-----oOo-----

DELIBERATION N° 7
DIRECTION GENERALE ADJOINTE RESSOURCES INTERNES
DIRECTION DES FINANCES ET DU CONTROLE DE GESTION

Extrait de la réunion du 24 Juin 2022

ETAIENT PRESENTS

M. BACHEVALIER, Mme BARDUCA-FAUQUET, MM. BASTID, BENEZET, Mme BERGERI, M. BLANC, Mme BORIES, M. BOUGET, Mme BOYER, M. CHASSARY, Mmes CHAULET, COUVREUR, M. CRAUSTE, Mmes DHERBECOURT, FARDOUX-JOUVE, FORTUNAT-DESCHAMPS, MM. FUSTER, GAILLARD, Mmes GARDEUR-BANCEL, GIANNACCINI, M. GRAS, Mme GUARDIOLA, M. LARROQUE, Mme LAURENT-PERRIGOT, M. MALAVIEILLE, Mmes MEUNIER, MEUNIER, MONDET, M. NICOLAS, Mmes NICOLLE, NURY, M. PASCAL, Mme PEYRIC, MM. PLANTIER, RIBOT, Mmes ROULLE, SARTRE, MM. SCORSONE, SERRE, TIBERINO, VALADIER.

PROCURATION(S)

Madame ANDRIEU-BONNET pour Monsieur SERRE, Monsieur BOUAD pour Madame LAURENT-PERRIGOT, Monsieur DELORD pour Madame MEUNIER, Madame NOGUIER pour Monsieur SERRE, Monsieur PISSAS pour Madame NICOLLE.

**AFFECTATION DU RESULTAT 2021 ET DECISION MODIFICATIVE N°1 2022 -
BUDGET PRINCIPAL**

N° 7

-----oOo-----

SEANCE PLENIERE DU VENDREDI 24 JUIN 2022

VU le rapport n° 107 de Madame la Présidente du Conseil Départemental,

Entendu le Rapporteur, Monsieur NICOLAS

VU le Livre Troisième relatif aux Finances du Département du Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L. 3311-1 à L. 3313-1, et les articles R. 3311-2 à R. 3313-8,

VU en particulier les articles L. 3312-6, R. 3312-9 et R. 3312-10 du Code Général des Collectivités Territoriales définissant les règles de reprise des résultats de l'exercice précédent,

VU l'instruction budgétaire et comptable M52 des départements et de leurs établissements publics administratifs mise en place par l'arrêté NOR LBLB0300011A du 21 octobre 2003,

VU la délibération n° 08 du Conseil général en date du 16 décembre 2014, adoptant le règlement financier et budgétaire du Département,

VU la délibération n° 01 du Conseil départemental en date du 07 janvier 2022, adoptant le Budget primitif 2022 du Département qui s'élève, tout mouvement confondu, en fonctionnement à 920 195 102,00 € et en investissement à 240 260 858,00 € soit un budget total de 1 160 455 960,00 €,

VU la délibération n° 05 du Conseil départemental en date du 24 juin 2022, adoptant, pour le Budget principal, le Compte administratif de l'exercice 2021, avec en particulier les restes à réaliser,

VU la réunion de la Commission finances et administration générale en date du 20 juin 2022,

VU les pièces du dossier,

Considérant que le Compte administratif 2021 du budget principal présente les résultats de l'exécution du budget de l'exercice 2021 et constate le solde d'exécution de la section d'investissement et le résultat de la section de fonctionnement, ainsi que les restes à réaliser,

Considérant que les résultats pour l'année 2021 hors reports, sont les suivants :

- en investissement : un solde d'exécution de -19 123 146,84 €
- en fonctionnement : un résultat excédentaire de 163 582 395,57 €

Considérant que l'excédent de fonctionnement 2021 à reprendre en 2022 est de 163 582 395,57 €

Considérant que les restes à réaliser 2021 d'investissement, en dépenses et en recettes, à reporter sur l'exercice 2022 sont les suivants :

- en dépenses : 4 400 134,83 €
- en recettes : 3 861 739,40 €

Considérant que le besoin de financement 2021 de la section d'investissement est de -19 661 542,27 €

Considérant que les restes à réaliser 2021 de fonctionnement, en dépenses et en recettes, à reporter sur l'exercice 2022 sont les suivants :

- en dépenses : 0,00 €
- en recettes : 0,00 €

Considérant que la Décision modificative n°1 soumise au vote ce jour atteint les mêmes objectifs que ceux pris en compte lors de l'adoption du Budget primitif 2021 à savoir :

- la maîtrise des dépenses de fonctionnement par une gestion rigoureuse et efficiente des moyens de l'institution départementale tout en préservant la qualité des services publics rendus aux usagers ;
- le maintien d'un haut niveau d'investissement pour soutenir l'activité économique et l'attractivité de son territoire,

Considérant également que la Décision modificative n°1 soumise au vote ce jour intègre une stratégie financière de maîtrise et de prudence eu égard au contexte actuel lié notamment à l'invasion de l'Ukraine par la Russie susceptible d'impacter les finances départementales,

A L'UNANIMITE,

Madame Véronique GARDEUR-BANCEL est absente lors du vote de ce dossier.

Interventions de madame Valérie MEUNIER, messieurs Philippe RIBOT, Robert CRAUSTE, Christian BASTID, Christophe SERRE.

Abstention de Madame Elisabeth MONDET et monsieur Jean-Pierre FUSTER et des groupes UDI et Indépendants et Le Bon Sens Républicain.

DELIBERE

ARTICLE 1 :

Est affecté le résultat 2021 de fonctionnement d'un montant de 163 582 395,57 € selon la modalité suivante :

- Affecter en section d'investissement la somme de 80 000 000,00 € afin, d'une part, de couvrir le besoin de financement dégagé par cette section à fin 2021 (dont 19 123 146,84 € de déficit d'investissement N-1 et 538 395,43 € en solde de report en investissement), et, d'autre part, d'affecter de manière complémentaire 60 338 457,73 € ;
- Reporter en section de fonctionnement la part non affectée en investissement pour un montant de 83 582 395,57 € (ce qui permet de disposer pour la section d'investissement d'un abondement complémentaire d'un montant de 19 043 387,57 €).

Les principales écritures d'équilibre comptable sont donc les suivantes :

- Chapitre D_001 : Déficit d'investissement reporté : 19 123 146,84 €
- Chapitre ~~R_002~~ : Part du résultat de fonctionnement non affecté en investissement : 83 582 395,57 €
- Chapitre R_10 – article 1068 : Excédent de fonctionnement capitalisé : 80 000 000,00 €
- Chapitre D_023 : Virement à la section d'investissement : 19 043 387,57 €
- Chapitre R_021 : Virement de la section de fonctionnement : 19 043 387,57 €

ARTICLE 2 :

Est adoptée la Décision modificative n°1 – 2022 du Budget principal, valant également Budget supplémentaire puisqu'elle reprend les résultats de l'exercice 2021, présentée par chapitre sans vote formel sur chacun des chapitres (avec opérations d'ordre et hors reports).

	DM1 2022			
	Fonctionnement		Investissement	
Avec opérations d'ordre et hors reports	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
F_002_Résultat section de fonctionnement		83 582 395,57		
F_011_Charges à caractère général	1 005 736,00			
F_012_Charges de personnel et frais assimilés	3 445 000,00			
F_013_Atténuations de charges		32 200,00		
F_014_Atténuations de produits	628 000,00			
F_016_Allocation Prestation Autonomie	2 150 000,00	1 400 000,00		
F_017_RSA	337 201,00	426 600,00		
F_022_Dépenses imprévues	10 000 000,00			
F_023_Virement à la section d'investissement	19 043 387,57			
F_042_Opérations d'ordre de transferts entre sections	2 455 750,00	-860 000,00		
F_65_Autres charges de gestion courante	11 467 290,00			
F_66_Charges financières	1 000 000,00			
F_67_Charges exceptionnelles	2 000 000,00			
F_68_Dotations aux provisions	14 800 000,00			
F_731_Impositions directes		2 790 317,00		
F_73_Impôts et taxes		-19 745 267,00		
F_74_Dotations, subventions et participations		207 065,00		
F_75_Autres produits de gestion courante		500 000,00		
F_77_Produits exceptionnels		-946,00		
I_001_Résultat section d'investissement			19 123 146,84	
I_018_RSA				
I_20_Immobilisations incorporelles (sauf 204)			230 000,00	
I_204_Subventions d'équipement versées			50 000,00	
I_21_Immobilisations corporelles			1 452 200,00	
I_23_Immobilisations en cours			5 058 000,00	
I_10_Dotations, fonds divers et réserves				80 000 000,00
I_13_Subventions d'investissement				0,00
I_16_Emprunts et dettes assimilées				-67 827 395,30
I_27_Autres immobilisations financières				-30 000,00
I_021_Virement de la section de fonctionnement				19 043 387,57
I_040_Opérations d'ordre de transferts entre sections			-860 000,00	2 455 750,00
I_041_Opérations patrimoniales			1 573 388,01	1 573 388,01
I_45819_Voie communale Molières Cavailiac			50 000,00	
I_020_Dépenses imprévues			8 000 000,00	
Somme :	68 332 364,57	68 332 364,57	34 676 734,85	35 215 130,28

Pour information, la Décision modificative n°1 – 2022 est également présentée, sans vote, par fonction (avec opérations d'ordre et hors reports) :

	DM1 2022			
	Fonctionnement		Investissement	
Avec opérations d'ordre et hors reports	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
01 Opérations non ventilables	49 927 137,57	65 374 510,57	27 886 534,85	35 215 130,28
0201 Administration générale de la collectivité (personnel non ventilable)	3 465 000,00	32 200,00		
0202 Administration générale de la collectivité (autres moyens généraux)	107 000,00		550 200,00	
023 Information, communication, publicité				
041 Subvention globale	-530 000,00			
05 Plan de relance (crise sanitaire)			-50 000,00	
12 Incendie et secours	8 520,00			
18 Autres interventions de protection des personnes et des biens	-58 520,00			
20 Services communs				
221 Collèges	200 000,00		-280 000,00	
25 Plan de relance (crise sanitaire)			430 000,00	
311 Activités artistiques et action culturelle				
313 Bibliothèques et médiathèques		-946,00	0,00	
314 Musées				
315 Services d'archives				
32 Sports	370 000,00		50 000,00	
40 Services communs	10 000,00			
41 PMI et planification familiale	49 300,00			
42 Prévention et éducation pour la santé	44 466,00			
50 Services communs	262 000,00			
51 Famille et enfance	3 174 500,00			
52 Personnes handicapées	4 318 000,00	1 000 000,00		
532 Autres actions de prévention	3 600,00			
538 Autres	3 100 000,00	100 000,00	0,00	
550 Services communs	905 000,00			
551 APA à domicile	1 245 000,00	1 400 000,00		
553 APA versée à l'établissement			10 000,00	
564 Insertion professionnelle	337 201,00	426 600,00		
58 Autres interventions sociales	467 160,00			
61 Eaux et assainissement			19 073,52	0,00
621 Réseau routier départemental	-2 904,00		6 155 000,00	
628 Autres réseaux de voiries	2 904,00			
64 Infrastructures fluviales, maritimes et portuaires	83 000,00		-176 963,07	
70 Services communs	-35 000,00			
72 Logement	500 000,00			
738 Autres actions en faveur du milieu naturel	252 000,00		-97 110,45	
921 Laboratoire départemental			180 000,00	
928 Autres				
94 Développement touristique	127 000,00			
Somme :	68 332 364,57	68 332 364,57	34 676 734,85	35 215 130,28

En tenant compte des reports et de la reprise des résultats 2021, les crédits 2022 votés à cette séance budgétaire sont, tout mouvement confondu, en dépenses et en recettes de 107 409 234,25 € :

Fonctionnement

	DM1 2022					
	Dépenses			Recettes		
	Crédits	Report	DM1	Crédits	Report	DM1
Opérations d'ordre	2 455 750,00		2 455 750,00	-860 000,00		-860 000,00
Opérations réelles (hors dépenses imprévues)	35 833 227,00		35 833 227,00	-14 390 031,00		-14 390 031,00
Opérations réelles Dette	1 000 000,00		1 000 000,00			
022 - Dépense imprévues	10 000 000,00		10 000 000,00			
002 - Résultat de Fonctionnement N-1 reporté				83 582 395,57		83 582 395,57
023 - Virement à la section d'investissement	19 043 387,57		19 043 387,57			
Somme :	68 332 364,57		68 332 364,57	68 332 364,57		68 332 364,57

Investissement

	DM1 2022					
	Dépenses			Recettes		
	Crédits	Report	DM1	Crédits	Report	DM1
Opérations d'ordre	-860 000,00		-860 000,00	2 455 750,00		2 455 750,00
Opérations patrimoniales	1 573 388,01		1 573 388,01	1 573 388,01		1 573 388,01
Opérations réelles Dette				-67 827 395,30		-67 827 395,30
Opérations réelles (hors dépenses imprévues)	6 840 200,00	4 400 134,83	11 240 334,83	-30 000,00	3 861 739,40	3 831 739,40
020 - Dépense imprévues	8 000 000,00		8 000 000,00			
1068 - Résultat (Excédent de fonctionnement capitalisé)	19 123 146,84		19 123 146,84	80 000 000,00		80 000 000,00
021 - Virement de la section de fonctionnement				19 043 387,57		19 043 387,57
Somme :	34 676 734,85		39 076 869,68	35 215 130,28		39 076 869,68

Le document annexé à la présente délibération détaille, par Commission, les décisions budgétaires des différentes Directions, auxquelles sont joints les tableaux financiers afférents (tableaux par prestation, comprenant la répartition par imputation, ainsi que les autorisations de programme et les autorisations d'engagement).

ARTICLE 3 :

La présente délibération peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de son entrée en vigueur, d'un recours administratif auprès de Madame la Présidente du Conseil départemental du Gard, 3 rue Guillemette 30044 Nîmes Cedex 9, ou d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Nîmes, 16 avenue Feuchères 30000 Nîmes.

POUR AMPLIATION
Pour la Présidente et par délégation,
Le Chef de service des Assemblées,


Delphine PALOC

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME

Pour la Présidente et par délégation,
Le Directeur des Affaires Juridiques
et de la Commande Publique


Sylvain DEVIDAS

Acte rendu exécutoire compte tenu de :

- La publication le : 01 JUL. 2022
- L'affichage le :
- La transmission au représentant de l'Etat le : 01 JUL. 2022



Annexe 1

Propositions budgétaires par Commission

Décision Modificative n°1 2022 – Budget principal

SOMMAIRE

COMMISSION FINANCES ET ADMINISTRATION GENERALE 12

DIRECTION DES FINANCES ET DU CONTROLE DE GESTION	13
DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES	18
DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE LA COMMANDE PUBLIQUE	22
SERVICE APPUI DE LA DIRECTION GENERALE ADJOINTE DES RESSOURCES INTERNES	24
DIRECTION DE L'INNOVATION ET DES SYSTEMES D'INFORMATION	26
DIRECTION DE LA LOGISTIQUE - Gestion des bâtiments et logistique	28

COMMISSION DEVELOPPEMENT DURABLE DES TERRITOIRES ... 34

DIRECTION DE L'ATTRACTIVITE DU TERRITOIRE ET DE L'HABITAT - Politiques contractuelles et équilibre des territoires	35
DIRECTION DE L'EAU ET DE LA VALORISATION DU PATRIMOINE NATUREL	37

COMMISSION INFRASTRUCTURES ROUTES ET RESEAUX 56

DIRECTION DE LA MOBILITE ET DES ROUTES	57
--	----

COMMISSION SOLIDARITES SOCIALES 66

DIRECTION DE L'AUTONOMIE DES PERSONNES	67
DIRECTION DE L'ANIMATION DU DEVELOPPEMENT SOCIAL DES TERRITOIRES	74
DIRECTION APPUI DE LA DIRECTION GENERALE ADJOINTE DES SOLIDARITES	81
DIRECTION DE L'ENFANCE ET DE LA PETITE ENFANCE	83

COMMISSION EDUCATION COLLEGES ET CITOYENNETE 88

DIRECTION DE L'EDUCATION, DE LA JEUNESSE, DE LA CULTURE ET DU SPORT - Savoir et Jeunesse	89
DIRECTION DE LA LOGISTIQUE - Gestion et patrimoine des collèges	91

COMMISSION ATTRACTIVITE ET QUALITE DE VIE 96

DIRECTION DE L'ATTRACTIVITE DU TERRITOIRE ET DE L'HABITAT - Atouts économiques et touristiques 97

DIRECTION DE L'EDUCATION, DE LA JEUNESSE, DE LA CULTURE ET DU SPORT- Sport, culture et restauration 102

DIRECTION DU LIVRE ET DE LA LECTURE 105

DIRECTION DU LABORATOIRE DEPARTEMENTAL D'ANALYSES 107

COMMISSION FINANCES ET ADMINISTRATION GENERALE

DIRECTION DES FINANCES ET DU CONTROLE DE GESTION

Pour les missions relevant de la Direction des finances et du contrôle de gestion, il est décidé de modifier les inscriptions budgétaires 2022 comme suit :

I) COMPTABILITE

En dépenses de fonctionnement :

A) Exécution comptable

- **1 000 000,00 €** au chapitre 67, fonction 01 nature 673 - Annulations de titres sur exercices antérieurs
- **1 000 000,00 €** au chapitre 67, fonction 01, nature 678 - Autres charges exceptionnelles afin de pallier à d'éventuelles dépenses relatives à des charges exceptionnelles

B) Etudes financières

Il est décidé d'inscrire ~~50 000,00 €~~ **supplémentaires** pour permettre éventuellement la réalisation d'études financière, fiscale et budgétaire :

- **50 000,00 €** au chapitre 011, fonction 0202, nature 6288 - Autres

C) Suivi des provisions

Il est décidé l'inscription de crédits supplémentaires afin de permettre éventuellement la constitution de diverses provisions en application du principe comptable de prudence :

- **1 000 000,00 €** de dotations aux provisions pour risques et charges de fonctionnement au chapitre 68, fonction 01, nature 6815
- **7 000 000,00 €** de dotations aux provisions pour dépréciation des actifs circulants au chapitre 68, fonction 01, nature 6817
- **6 800 000,00 €** de dotations aux provisions pour risques et charges financiers au chapitre 68, fonction 01, nature 6865

II) DETTE

En ce qui concerne la dette, il est décidé l'inscription de crédits supplémentaires en fonctionnement en raison de l'augmentation des taux d'emprunt :

- **1 000 000,00 €** au chapitre 66, fonction 01, nature 66111 - Intérêts à régler à échéance

III) GESTION BUDGETAIRE

A) Analyse fiscale

En dépenses de fonctionnement :

1) Fonds de péréquation DMTO (prélèvement)

- **628 000,00 €** au chapitre 014, fonction 01, nature 73926 - Prélèvement au titre du fonds national de péréquation des DMTO perçus par les départements

En recettes de fonctionnement :

2) Recette compensatoire de la perte de la Taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB)

La taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) a été définitivement transférée aux communes. Cette décision conduit l'Etat à allouer une part de la TVA aux Départements. Le montant de cette compensation difficile à évaluer lors de l'élaboration du Budget primitif doit être ajustée :

- **- 4 639 636,00 €** au chapitre 73, fonction 01, nature 73811 - Fraction compensatoire de la TFPB

3) Droits de mutation à titre onéreux (DMTO)

La volatilité du marché immobilier rend difficile la prévision DMTO. La volatilité du marché immobilier rend difficile la prévision des recettes DMTO. Or, compte tenu de certaines analyses prédisant une diminution à venir du nombre de transactions immobilières pour 2022 eu égard à la hausse des prix de l'immobilier, à la hausse des taux de prêts et aux conditions d'octroi des prêts immobiliers constatées au cours du premier semestre 2022, il est décidé, dans une logique prudentielle, de réajuster les crédits inscrits au Budget primitif comme suit :

- - 20 000 000,00 € au chapitre 73, fonction 01, nature 7321, au titre de la taxe de publicité foncière - Taxe départementale de publicité foncière et droit départemental d'enregistrement

4) Fonds de péréquation DMTO (attribution)

- 4 451 000,00 € au chapitre 73, fonction 01, nature 7326 - Attribution au titre du fonds national de péréquation des DMTO perçus par les départements

5) Autres impôts et taxes

- 443 369,00 € pour la Taxe sur la consommation finale d'électricité (TCFE) au chapitre 73, fonction 01, nature 7351
- 2 592 923,00 € pour la Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) au chapitre 731, fonction 01, nature 73112
- 197 394,00 € pour l'Imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux (IFER) au chapitre 731, fonction 01, nature 73114

B) Dotations et participations

En recettes de fonctionnement :

- - 29 914,00 € pour la Dotation au titre des exonérations de la taxe foncière sur les propriétés bâties au chapitre 74, fonction 01, nature 74835
- - 363 021,00 € pour la Dotation Globale de Fonctionnement (DGF) au chapitre 74, fonction 01, nature 7411 (Dotation forfaitaire).

C) Analyse financière

En dépenses :

1) Déficit d'investissement de l'exercice N-1

- 19 123 146,84 € au chapitre 001, fonction 01, nature 001 en dépenses d'investissement

2) Dépenses imprévues

- 10 000 000,00 € en section de fonctionnement au chapitre 022, fonction 01, nature 022 afin de pallier à d'éventuelles dépenses imprévues en fonctionnement
- 8 000 000,00 € en section d'investissement au chapitre 020, fonction 01, nature 020 afin de pallier à d'éventuelles dépenses imprévues en investissement

En recettes :

3) Affectation du résultat de fonctionnement 2021

- **83 582 395,57 €** au chapitre 002, fonction 01, nature 002 - Excédent affecté à la section de fonctionnement
- **80 000 000,00 €** au chapitre 10, fonction 01, nature 1068 - Excédent affecté à la section d'investissement

4) Emprunts

- **- 67 827 395,30 €** au chapitre 16, fonction 01, nature 1641 en recettes d'investissement permettant de réduire le recours à l'emprunt pour 2022 tout en assurant l'équilibre de la section d'investissement

IV) OPERATIONS D'ORDRE

A) Entre les sections de fonctionnement et d'investissement

Des ajustements sont à prévoir pour les catégories suivantes d'opérations comptables :

1. Subventions d'investissement transférées au compte de résultat : **- 360 000,00 €**
2. Neutralisation de la dotation aux amortissements des bâtiments publics : **- 500 000,00 €**
3. Dotation aux amortissements des immobilisations : **2 455 750,00 €**

Les 2 premières catégories d'écritures d'ordre entre sections se traduisent par des dépenses en section d'investissement (chapitre 040) et des recettes en section de fonctionnement (chapitre 042). La troisième catégorie se traduit par des dépenses en section de fonctionnement (chapitre 042) et des recettes en section d'investissement (chapitre 040).

B) A l'intérieur de la section d'investissement

Il s'agit d'ajuster les prévisions relatives aux opérations patrimoniales afférentes aux opérations pour compte de tiers (Chapitre 041 – Dépenses et Chapitre 041- Recettes) pour un montant de **1 573 388,01 €**.

Les tableaux annexés ci-après récapitulent par prestation les crédits gérés par la Direction des Finances et du Contrôle de Gestion.

1) Opérations réelles

Service S0008 DFI - SERVICE COMPTABILITE

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement
				Année	Code	Dépenses
Exécution comptable quotidienne	67	01	673			1 000 000,00
	67	01	678			1 000 000,00
Prestation						2 000 000,00
Suivi des provisions	68	01	6815			1 000 000,00
	68	01	6817			7 000 000,00
	68	01	6865			6 800 000,00
Prestation						14 800 000,00
Totaux						16 800 000,00

Service S0009 DFI - SERVICE BUDGET ASSISTANCE ET TRESORERIE

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement		Investissement	
				Année	Code	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
Etudes financières	011	0202	6288			50 000,00			
Prestation						50 000,00			
Gestion des emprunts	66	01	66111			1 000 000,00			
Prestation						1 000 000,00			
Dotations et participations	74	01	74835				-29 914,00		
	74	01	7411				-363 021,00		
Prestation							-392 935,00		
Analyse fiscale	014	01	73926			628 000,00			
	73	01	7321				-20 000 000,00		
	73	01	7326				4 451 000,00		
	73	01	7351				443 369,00		
	73	01	73811				-4 639 636,00		
	731	01	73112				2 592 923,00		
	731	01	73114				197 394,00		
Prestation						628 000,00	-16 954 950,00		
Analyse financière	001	01	001					19 123 146,84	
	002	01	002				83 582 395,57		
	020	01	020					8 000 000,00	
	022	01	022			10 000 000,00			
	10	01	1068						80 000 000,00
	16	01	1641						-67 827 395,30
Prestation						10 000 000,00	83 582 395,57	27 123 146,84	12 172 604,70
Totaux						11 678 000,00	66 234 510,57	27 123 146,84	12 172 604,70

2) Opérations d'ordre

DIRECTION	IMPUTATION					Fonctionnement	
						Dépenses	Recettes
DIRECTION DES FINANCES ET DU CONTROLE DE GESTION	042	01	6811	0	S0008	2 455 750,00	
	042	01	7768	0	S0008		-500 000,00
	042	01	777	0	S0008		-360 000,00
	023	01	023	0	S0009	19 043 387,57	
DIRECTION DES FINANCES ET DU CONTROLE DE GESTION						21 499 137,57	-860 000,00

DIRECTION	IMPUTATION					Investissement	
						Dépenses	Recettes
DIRECTION DES FINANCES ET DU CONTROLE DE GESTION	040	01	13911	0	S0008	-50 000,00	
	040	01	13914	0	S0008	-470 000,00	
	040	01	13916	0	S0008	5 000,00	
	040	01	139172	0	S0008	5 000,00	
	040	01	13918	0	S0008	-100 000,00	
	040	01	13931	0	S0008	180 000,00	
	040	01	13936	0	S0008	70 000,00	
	040	01	198	0	S0008	-500 000,00	
	040	01	28031	0	S0008		-20 000,00
	040	01	2804112	0	S0008		-40 000,00
	040	01	2804113	0	S0008		60 000,00
	040	01	2804121	0	S0008		220 000,00
	040	01	2804122	0	S0008		-10 000,00
	040	01	2804141	0	S0008		50 000,00
	040	01	2804142	0	S0008		215 000,00
	040	01	2804151	0	S0008		2 000,00
	040	01	2804152	0	S0008		50 000,00
	040	01	28041781	0	S0008		15 000,00
	040	01	28041782	0	S0008		350 000,00
	040	01	2804181	0	S0008		-1 000,00
	040	01	2804183	0	S0008		-5 000,00
	040	01	280421	0	S0008		20 000,00
	040	01	280422	0	S0008		20 000,00
	040	01	280431	0	S0008		-5 000,00
	040	01	280432	0	S0008		-15 000,00
	040	01	2804411	0	S0008		325 000,00
	040	01	2804412	0	S0008		-20 000,00
	040	01	28051	0	S0008		270 000,00
	040	01	281311	0	S0008		25 000,00
	040	01	281312	0	S0008		50 000,00
	040	01	281318	0	S0008		-20 000,00
	040	01	281351	0	S0008		500 000,00
	040	01	281352	0	S0008		10 000,00
	040	01	28157	0	S0008		105 000,00
	040	01	2817312	0	S0008		20 000,00
	040	01	281735	0	S0008		100 000,00
	040	01	281757	0	S0008		-250,00
	040	01	28182	0	S0008		50 000,00
	040	01	281848	0	S0008		15 000,00
	040	01	28185	0	S0008		55 000,00
	040	01	28188	0	S0008		65 000,00
	041	01	204412	997	S0008	1 573 388,01	
	041	01	458213	997	S0008		215 958,88
	041	01	458219	997	S0008		64 720,69
	041	01	458220	997	S0008		1 292 708,44
	021	01	021	0	S0009		19 043 387,57
DIRECTION DES FINANCES ET DU CONTROLE DE GESTION						713 388,01	23 072 525,58

DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES

La Direction des ressources humaines propose l'inscription de crédits supplémentaires pour pallier l'impact des dernières mesures qui s'imposent aux Conseil Départemental du Gard et qui n'avaient pas pu être intégrées au Budget primitif.

I) ACCUEIL ET RELATIONS SOCIALES

En dépenses de fonctionnement :

L'inscription de 40 000,00 € de crédits supplémentaires est nécessaire en raison de la journée de convivialité des agents du Conseil départemental qui s'est tenue le 25 mai dernier à Méjannes-le-Clap.

- Chapitre 011-Fonction 0201-nature 6234 : + 40 000,00 €

II) ADMINISTRATION RESSOURCES HUMAINES

En recettes de fonctionnement :

Concernant la prestation « paye des agents », il est décidé un ajustement des crédits :

- Chapitre 013-fonction 0201-nature 6459 : + 32 200,00 €

En dépenses de fonctionnement :

L'inscription de crédits supplémentaires est nécessaire en dépenses de fonctionnement pour la rémunération des agents. Elle tient compte notamment des dépenses déjà engagées au regard des évolutions statutaires appliquées (indemnité inflation, reclassement indiciaire des catégories A de la filière médico-sociale et C, NBI au titre des quartiers prioritaires de la ville), ainsi que des augmentations nécessaires aux évolutions règlementaires à venir (impact des accords dits LAFORCADE (Ségur 2), revalorisation du point d'indice de la fonction publique :

- Régularisations NBI :

- Chapitre 012-fonction 0201-nature 64113 : + 275 000,00 €
- Chapitre 016-fonction 550-nature 64113 : + 25 000,00 €

Soit un montant global de + 300 000,00 €

- Evolutions et compensations :

- Chapitre 012-fonction 0201-nature 64111 : + 2 000 000,00 €
- Chapitre 012-fonction 0201-nature 64131 : + 1 000 000,00 €
- Chapitre 016-fonction 550-nature 64111 : + 600 000,00 €
- Chapitre 016-fonction 550-nature 64131 : + 280 000,00 €

Soit un montant global de + 3 880 000,00 €

L'inscription de crédits supplémentaires est également nécessaire pour la rémunération principale des assistants familiaux, en vue de compenser la dépense liée à l'indemnité inflation :

- Chapitre 012-fonction 51-nature 64121 : + 20 000,00 €

Par ailleurs ; il est décidé l'inscription de crédits supplémentaires pour financer le recrutement de saisonniers durant l'été dans le cadre de la politique de soutien à la jeunesse :

- Chapitre 012-fonction 0201-nature 64131 : + 150 000,00 €

III) PREVENTION ET QUALITE DE VIE AU TRAVAIL

En dépenses d'investissement :

Pour l'aménagements de postes de travail d'agents RQTH, il est décidé l'inscription de crédits supplémentaires en section d'investissement :

- Chapitre 21-fonction 0202-nature 21848 : + 4 800,00 €

Les tableaux annexés ci-après récapitulent par prestation les crédits gérés par la Direction des Ressources Humaines.

Service S0004 DRH - SERVICE ACCUEIL ET RELATIONS SOCIALES

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement
				Année	Code	Dépenses
Cérémonies	011	0201	6234			40 000,00
Prestation						40 000,00
Totaux						40 000,00

Service S0064 DRH - SERVICE ADMINISTRATION DES RESSOURCES HUMAINES

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement	
				Année	Code	Dépenses	Recettes
Paye des agents	012	0201	64111			2 000 000,00	
	012	0201	64113			275 000,00	
	012	0201	64131			1 150 000,00	
	013	0201	6459				32 200,00
	016	550	64111			600 000,00	
	016	550	64113			25 000,00	
	016	550	64131			280 000,00	
Prestation						4 330 000,00	32 200,00
Paye des Assistants familiaux	012	51	64121			20 000,00	
Prestation						20 000,00	
Totaux						4 350 000,00	32 200,00

Service S0190 DRH - SERVICE PREVENTION ET QUALITE DE VIE AU TRAVAIL

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Investissement
				Année	Code	Dépenses
Aménagement de postes RQTH	21	0202	21848			4 800,00
Prestation						4 800,00
Totaux						4 800,00

DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE LA COMMANDE PUBLIQUE

Il est décidé de modifier les inscriptions budgétaires 2022 comme suit :

INSTRUCTION ET CONTROLE DES SUBVENTIONS

En dépenses de fonctionnement :

Il est décidé l'inscription de crédits supplémentaires pour la répartition des enveloppes cantonales liées aux Actions d'intérêt Local (AIL) :

➤ Chapitre 65 – fonction 0202 – nature 6574 : **+ 23 000,00 €**

Le tableau annexé ci-après récapitule par prestation les crédits gérés par la Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Service S0127 DAJCP - SERVICE INSTRUCTION ET CONTROLE DES SUBVENTIONS

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement
				Année	Code	Dépenses
Répartition des enveloppes cantonales "Animations d'intérêt local"	65	0202	6574			23 000,00
Prestation						23 000,00
Totaux						23 000,00

SERVICE APPUI DE LA DIRECTION GENERALE ADJOINTE DES RESSOURCES INTERNES

En dépenses de fonctionnement :

Concernant la gestion des commandes de documentation pour les besoins des services départementaux, il est décidé l'inscription de crédits supplémentaires :

➤ Chapitre 011-fonction 0202-nature 6182 : **+ 9 000,00 €**

Le tableau annexé ci-après récapitule par prestation les crédits gérés par le Service Appui de la Direction Générale Adjointe des Ressources Internes.

Service S0121 DGARI - SERVICE APPUI

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement
				Année	Code	Dépenses
Gestion des commandes de documentation	011	0202	6182			9 000,00
Prestation						9 000,00
Totaux						9 000,00

DIRECTION DE L'INNOVATION ET DES SYSTEMES D'INFORMATION

S'agissant des crédits gérés par la Direction de l'innovation et des systèmes d'information, il est décidé de modifier, en dépenses, les inscriptions budgétaires 2022 comme suit :

I) Frais d'accès au très haut débit GECKO

Les frais d'accès au très haut débit du site les Poulines au titre de l'année 2021 n'ont pas pu être facturés avant la clôture budgétaire de 2021, la dépense impactera l'exercice 2022. Par ailleurs, il est nécessaire de procéder à une régularisation comptable pour un autre site. Il est donc décidé l'inscription de crédits supplémentaires en investissement :

- **15 400,00 €** au chapitre 21, fonction 0202, nature 2153 – Réseaux divers

II) Accès à la messagerie Office 365 pour les assistants familiaux

S'agissant de l'abonnement pour 12 mois de 500 licences Office 365-F3, il convient d'inscrire des crédits supplémentaires en dépenses de fonctionnement :

- **25 000,00 €** au chapitre 011, fonction 0202, nature 6188 – Autres frais divers

III) Acquisition d'un robot pour la MDPH

Il s'agit d'une solution logicielle de reconnaissance automatique de documents et de lecture automatique de documents permettant de traiter, reconnaître, extraire et exporter automatiquement du contenu. C'est donc une solution très innovante d'automatisation de processus métiers pour le compte de la MDPH.

Pour ce projet, il est décidé d'inscrire des crédits supplémentaires en dépenses de fonctionnement d'un montant global de 418 000,00 € ventilés de la manière suivante :

- **267 000,00 €** au chapitre 011, fonction 52, nature 6188 pour l'hébergement des licences du robot
- **42 000,00 €** au chapitre 011, fonction 52, nature 6156 pour les frais de maintenance du robot
- **109 000,00 €** au chapitre 011, fonction 52, nature 6228 pour les frais de mise en œuvre liés notamment au paramétrage et au transfert de compétences pour l'utilisation du robot

La dépense comprend les prestations de mise en œuvre, la souscription aux licences hébergées et la maintenance pour 3 ans.

Les tableaux annexés ci-après récapitulent par prestation les crédits gérés par la Direction de l'Innovation et des Systèmes d'Information.

Service S0007 DISI - POLE DE GESTION

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Investissement
				Année	Code	Dépenses
Gestion de la comptabilité fournisseurs pour les services télécoms	21	0202	2153			15 400,00
Prestation						15 400,00
Totaux						15 400,00

Service S0015 DISI - SERVICE INFRASTRUCTURE ET DONNEES

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement
				Année	Code	Dépenses
Maintenance d'équipements d'infrastructures informatiques	011	0202	6188			25 000,00
Prestation						25 000,00
Totaux						25 000,00

Service S0138 DISI - SERVICE PROJETS

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement
				Année	Code	Dépenses
Assistance à maîtrise d'œuvre et à maîtrise d'ouvrage (AMOE/AMOA)	011	52	6228			109 000,00
Prestation						109 000,00
Maintenance des applications et des matériels associés	011	52	6156			42 000,00
	011	52	6188			267 000,00
Prestation						309 000,00
Totaux						418 000,00

DIRECTION DE LA LOGISTIQUE pour la gestion des bâtiments et la logistique

Pour répondre aux nouveaux besoins, il est décidé la création de nouvelles autorisations de programme :

- 1 500 000,00 € pour la création des premières Maisons départementales ;
- 2 100 000,00 € pour financer des études de faisabilité et de programmation sur des projets de bâtiments.

En dépenses d'investissement, il est décidé une augmentation globale de crédits de 630 000,00 € correspondant au lancement du programme de création des Maisons départementales (500 000,00 € pour les frais d'études) et au renouvellement de la flotte de véhicules (130 000,00 €).

Par ailleurs, pour réaliser dès cette année de nouvelles études préalables pour les bâtiments (350 000,00 €), il est décidé de transférer sur la nouvelle AP d'études pour les bâtiments des crédits pour un montant identique provenant de l'opération relative à l'extension de la Maison du Département.

Des ajustements sont également décidés sur le programme de mise en œuvre de la transition énergétique à hauteur de 150 000,00 € entre les bâtiments et les collèges. Les travaux de rénovation énergétique entrepris dans le cadre du Plan de relance de l'économie 2021-2022, ont permis au Conseil départemental de lancer un programme important de rénovation sur 9 bâtiments, dont 3 collèges (Jules Verne et Mont-Duplan à Nîmes, Les Fontaines à Bouillargues) financé par l'Etat à hauteur de 4 019 841,00 €.

Les propositions budgétaires formulées dans le cadre de cette DM seront présentées successivement.

I) OPTIMISER LE PARC IMMOBILIER DEPARTEMENTAL

A) Acquisitions et ventes d'immeuble

En Autorisation de programme :

Il est décidé de diminuer et de rephaser l'AP 2014 ACQIMMEUBL au regard de l'avancement des projets d'acquisition immobilière par le Département.

- AP 2014 ACQIMMEUBL : -4 540 000,00 €

Il est décidé de diminuer et de rephaser l'AP 2014 ACQTERRAIN au regard de l'avancement des projets.

- AP 2014 ACQTERRAIN : -1 786 788,00 €

B) Etudes et travaux de restructuration, réhabilitation, réaménagement des bâtiments (450 000,00 €)

En Autorisation de Programme :

Plusieurs projets de travaux de restructuration et de réhabilitation ont vu leur programme modifié ou interrompu, c'est pourquoi il est décidé de dévaloriser l'AP 2018 CONSUCL (unité de conditionnement des légumes pour les collèges), l'AP 2018 BATIMENTS (grosses réparations hors collèges), et l'AP 2019 BMOULINRES (restauration vieux moulin Pont du Gard).

- AP 2018 CONSUCL : -1 200 000,00 €
- AP 2018 BATIMENTS : -5 575 999,41 €
- AP 2019 BMOULINRES : -2 000 000,00 €

En parallèle, il convient de revaloriser l'AP 2020 DIDASSO (maison des associations ancien collège Diderot à Nîmes) de 200 000,00 € pour finir les travaux d'aménagement du site. Le montant de l'AP est ainsi porté à 800 000,00 €.

- AP 2020 DIDASSO : 200 000,00 €

Il est également décidé la création d'une nouvelle AP 2022 ETUPREBAT d'un montant de 2 100 000,00 € phasée sur cinq ans pour le lancement des études diagnostics, études des nouveaux projets sur les bâtiments dont les restructurations des bâtiments du « siège ».

- AP 2022 ETUPREBAT : 2 100 000,00 €

En dépenses d'investissement (crédits gérés en AP) :

Afin d'engager les premières dépenses pour l'aménagement des maisons départementales ainsi que le lancement des études préalables pour la réhabilitation de l'immeuble situé Place du 8 mai à Nîmes, il est nécessaire d'inscrire 450 000,00 € de crédits de paiement ventilés comme suit :

- **350 000,00 €** au chapitre 20-fonction 0202-nature 2031, AP 2022 ETUPREBAT
- **100 000,00 €** au chapitre 20-fonction 0202-nature 2031, AP 2022 MAICODEP

C) Véhicules, achats, locations, et entretien (130 000,00 €)

En dépenses d'investissement (crédits gérés en AP) :

Afin d'honorer en 2022 les paiements des commandes de véhicules, il est nécessaire d'inscrire des crédits supplémentaires. Cette enveloppe sera ainsi rephasée.

- **130 000,00 €** au chapitre 21-fonction 0202-nature 2182, AP 2021 PARCVL-VAE

II) PRENDRE EN COMPTE LE DEVELOPPEMENT DURABLE DANS LA STRATEGIE PATRIMONIALE

Gestion du programme de transition énergétique (280 000,00 €)

En dépenses d'investissement (crédits gérés en AP) :

Il est décidé d'inscrire des crédits supplémentaires d'un montant de 280 000,00 € pour payer des dépenses de travaux réalisés dans le cadre du plan de relance.

- **-100 000,00 €** au chapitre 20-fonction 0202-nature 2031, AP 2017 TRANSITION
- **-50 000,00 €** au chapitre 20-fonction 05-nature 2031, AP 2017 TRANSITION
- **+430 000,00 €** au chapitre 23-fonction 25-nature 231351, AP 2017 TRANSITION

Il est également nécessaire de rephaser l'AP 2017 TRANSITION.

III) MAINTENIR LA VALEUR ET LA QUALITE DES BATIMENTS DEPARTEMENTAUX

Etudes et travaux de maintenance et de sécurité des bâtiments (400 000,00 €)

En Autorisation de Programme :

Il est décidé la création d'une nouvelle AP 2022 MAICODEP d'un montant de 1 500 000,00 € phasée sur cinq ans pour la réalisation des maisons départementales qui deviendront à terme des guichets uniques de l'action publique du Conseil départemental sur les territoires.

- **AP 2022 MAICODEP : 1 500 000,00 €**

En dépenses d'investissement (crédits gérés en AP) :

Il est décidé d'inscrire 400 000,00 € par des mouvements de crédits internes pour financer les dépenses de travaux de mise en sécurité des bâtiments destinés à devenir les futures maisons départementales.

- **200 000,00 €** au chapitre 23-fonction 0202-nature 231311, AP 2022 MAICODEP
- **200 000,00 €** au chapitre 23-fonction 0202-nature 231351, AP 2022 MAICODEP

Il est également nécessaire de rephaser cette enveloppe.

IV) ASSURER LA SOLIDARITE TERRITORIALE PAR LA PRESENCE EQUILIBREE DES SERVICES DEPARTEMENTAUX

Etudes et travaux de construction et d'extension de bâtiments (-350 000,00 €)

En Autorisation de Programme :

Le projet d'extension de la Maison du Département à Nîmes est abandonné. Aussi il est décidé de dévaloriser l'enveloppe AP 2020 MAIDEPEX (extension maison du Département) de 10 568 000,00 €.

- AP 2020 MAIDEPEX : - 10 568 000,00 €

En dépenses d'investissement (crédits gérés en AP) :

Il est décidé de diminuer de 350 000,00 € les crédits inscrits en 2022 afin d'abonder la nouvelle AP 2022 ETUPREBAT pour les paiements de nouveaux projets d'études sur les bâtiments.

- -50 000,00 € au chapitre 20-fonction 0202-nature 231351, AP 2020 MAIDEPEX
- -300 000,00 € au chapitre 23-fonction 0202-nature 237, AP 2020 MAIDEPEX

SECTION	DÉPENSES	RECETTES
INVESTISSEMENT	910 000,00	0,00
FONCTIONNEMENT	- 0,00	0,00
TOTAL	910 000,00	0,00

Les tableaux annexés ci-après récapitulent par prestation les crédits gérés par la Direction de la Logistique pour la gestion des bâtiments et la logistique.

Dépenses

Année	Code	Libellé	AP avant étape	Révision	Montant de l'AP	Crédits de paiement N	Crédits de paiement > N
2014	ACQIMMEUBL	ACQUISITIONS D'IMMEUBLE	45 900 000,00	-4 540 000,00	41 360 000,00	62 064,75	431 176,24
2014	ACQTERRAIN	ACQUISITIONS TERRAIN IMPLANTATION IMMOBILIER	3 946 000,00	-1 786 788,00	2 159 212,00	0,00	564 799,37
2018	BATIMENTS	GROSSES REPARATIONS DE BATIMENTS - HORS COLLEGES	12 000 000,00	-5 575 999,41	6 424 000,59	512 000,00	1 436 414,88
2018	CONSUEL	UNITE DE CONDITIONNEMENT DES LEGUMES POUR LES COLLEGESGARDOIS-CONSTRUCTION-RESTRUCTURATION-REHABILITATION	1 200 000,00	-1 200 000,00	0,00	0,00	0,00
2019	BMOULINRES	REHABILITATION VIEUX MOULIN PONT DU GARD	2 200 000,00	-2 000 000,00	200 000,00	0,00	128 759,00
2020	DIDASSO	CREATION MAISON DES ASSOCIATIONS DIDEROT NIMES	600 000,00	200 000,00	800 000,00	350 000,00	447 967,92
2020	MAIDEPEX	EXTENSION DE LA MAISON DU DEPARTEMENT NIMES	11 000 000,00	-10 568 000,00	432 000,00	0,00	366 540,00
2022	ETUPREBAT	ETUDES PREALABLES SUR BATIMENTS		2 100 000,00	2 100 000,00	350 000,00	1 750 000,00
2022	MAICODEP	CREATION DE MAISONS DEPARTEMENTALES		1 500 000,00	1 500 000,00	500 000,00	1 000 000,00

Service S0013 DLOG - SERVICE PROGRAMMATION ET GESTION PATRIMONIALE

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Investissement
				Année	Code	Dépenses
Etudes et travaux de restructuration, réhabilitation, réaménagement des bâtiments	20	0202	2031	2022	ETUPREBAT	350 000,00
Prestation						350 000,00
Véhicules (achat, location et entretien)	21	0202	2182	2021	PARCVL-VAE	130 000,00
Prestation						130 000,00
Totaux						480 000,00

Service S0017 DLOG - SERVICE IMMOBILIER ET TRAVAUX

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Investissement
				Année	Code	Dépenses
Etudes et travaux de construction et d'extension des bâtiments	20	0202	2031	2 020	MAIDPEX	-50 000,00
	23	0202	237	2 020	MAIDPEX	-300 000,00
Prestation						-350 000,00
Etudes et travaux de maintenance et de sécurité des bâtiments	23	0202	231311	2 022	MAICODEP	200 000,00
	23	0202	231351	2 022	MAICODEP	200 000,00
Prestation						400 000,00
Etudes et travaux de restructuration, réhabilitation, réaménagement des bâtiments	20	0202	2031	2 022	MAICODEP	100 000,00
Prestation						100 000,00
Gestion du programme de Transition Energétique	20	0202	2031	2 017	TRANSITION	-100 000,00
	20	05	2031	2 017	TRANSITION	-50 000,00
	23	25	231351	2 017	TRANSITION	430 000,00
Prestation						280 000,00
Totaux						430 000,00

COMMISSION DEVELOPPEMENT DURABLE DES TERRITOIRES

DIRECTION DE L'ATTRACTIVITE DU TERRITOIRE ET DE L'HABITAT - Politiques contractuelles et équilibre des territoires

Il est décidé de modifier les inscriptions budgétaires 2022 pour les crédits gérés par la Direction de l'Attractivité du Territoire et de l'Habitat, comme suit :

I) RENFORCER LA COHESION TERRITORIALE PAR LA CONDUITE DE POLITIQUES CONTRACTUELLES

Pour la programmation 2022 des contrats territoriaux, une nouvelle date limite de réception des dossiers a été fixée au 31 janvier 2022. De ce fait, un nombre plus important que les années précédentes de demande de subventions a été transmis au Conseil départemental.

De plus, dans le cadre des contrats d'intérêt départemental, il est décidé au vote de la Commission permanente du Conseil départemental dans le cadre de la séance du 24 juin 2022 l'individualisation d'une subvention de 6,5 M€ pour la construction du Palais des congrès dont le projet est porté par la ville de Nîmes.

Dès lors, il est décidé, d'une part, d'augmenter l'autorisation de programme 2022 CDE de 2 500 000,00 € portant ainsi son montant total à 10 000 000,00 €. Cette revalorisation de l'enveloppe est sans incidence sur les crédits de paiement 2022.

➤ AP 2022 CDE : 2 500 000,00 €

D'autre part, il est décidé d'augmenter l'autorisation de programme 2022 DID de 6 500 000,00 € portant ainsi son montant total à 9 500 000,00 €, sans incidence sur les crédits de paiement 2022.

➤ AP 2022 DID : 6 500 000,00 €

II) FAVORISER LA PROSPERITE ET L'EQUILIBRE DES TERRITOIRES

Il est décidé d'augmenter l'autorisation de programme 2022 LOGEMENT de 1 000 000,00 € portant ainsi son montant à 4 000 000,00 €. Ce réajustement résulte de la révision par Habitat du Gard de son plan d'entretien et de réhabilitation des logements Cette revalorisation de l'enveloppe est sans incidence sur les crédits de paiement 2022.

➤ AP 2022 LOGEMENT : 1 000 000,00 €

Il est également décidé de clôturer les AP 2016 IFMS et 2016 SAFER

Le tableau annexé ci-après récapitule par prestation les crédits gérés par la Direction de l'Attractivité du Territoire et de l'Habitat.

Dépenses

Année	Code	Libellé	AP avant étape	Révision	Montant de l'AP	Crédits de paiement N	Crédits de paiement > N
2016	IFMS	SUBVENTION A L'INSTITUT DE FORMATION AUX METIERS DE LA SANTE	350 000,00	0,00	350 000,00	280 000,00	0,00
2016	SAFER	SUBVENTION POUR LA SAFER	265 000,00	0,00	265 000,00	0,00	0,00
2022	CDE	SUBVENTION DANS LE CADRE DES CONTRATS AVEC LES COMMUNES ET LEURS GROUPEMENTS	7 500 000,00	2 500 000,00	10 000 000,00	400 000,00	9 600 000,00
2022	DID	DOSSIERS D'INTERETS DEPARTEMENTAUX	3 000 000,00	6 500 000,00	9 500 000,00		9 500 000,00
2022	LOGEMENT	SUBVENTION A LA CREATION REHABILITATION DE LOGEMENT	3 000 000,00	1 000 000,00	4 000 000,00	120 000,00	3 880 000,00

DIRECTION DE L'EAU ET DE LA VALORISATION DU PATRIMOINE NATUREL

I) FAVORISER LA PROSPERITE ET L'EQUILIBRE DES TERRITOIRES

Dans le cadre de l'orientation politique « **Favoriser la prospérité et l'équilibre des territoires** », les interventions destinées à renforcer la cohésion territoriale par la conduite de politiques contractuelles se déclinent selon une mission : Participer à la modernisation des équipements et infrastructures rurales.

A) Subventions eau

1) Le petit cycle de l'eau

Le Conseil départemental aide les collectivités gardoises à améliorer les performances de leurs réseaux d'alimentation en eau potable et d'assainissement, sur le plan environnemental, dans le cadre d'un partenariat avec l'Agence de l'eau. Il aide aussi aux renouvellements des ouvrages, dans le cadre du volet « eau » du contrat territorial.

Les subventions anciennes d'adduction d'eau potable et d'assainissement qui ont été réduites ou annulées, depuis l'an dernier, s'élèvent au total à 2 016 635,60 € dont 232 848,78 € pour les subventions de l'Agence de l'eau. Les autorisations de programme correspondantes peuvent être diminuées ainsi :

En dépenses

Imputation budgétaire	Autorisation de Programme	Révision de l'AP
204 61 204141	2017 SUBER	-203 127,02
	2018 INVSTE	-5 645,63
	2019 INVSTE	-6 012,72
	2021 INVSTE	-57 365,50
204 61 204142	2015 SUBER	-53 559,92
	2016 SUBER	-127 005,74
	2017 SUBER	-14 790,54
	2018 INVSTE	-83 185,86
	2019 INVSTE	-400 198,36
	2019 INOND	-4 790,62
	2020 INVSTE	-9 374,95
	2021 INVSTE	-430 067,38

Imputation budgétaire	Autorisation de Programme	Révision de l'AP
204 61 204142 regroupement 55	2018 INVSTE	-35 791,48
	2019 INVSTE	-82 606,88
	2020 INVSTE	-149 506,00
	2021 INVSTE	-353 607,00

En recettes (subventions de l'Agence de l'eau)

Imputation budgétaire	Autorisation de Programme	Révision de l'AP
13 61 1318	2015 SUBER	-26 779,96
	2016 SUBER	-27 991,39
	2017 SUBER	-142 427,28
	2018 INVSTE	-35 650,15

Il est décidé de modifier les crédits de paiement 2022 de la façon suivante :

- En dépenses

- **33 000,00 €** au chapitre 204, fonction 61, nature 204141, AP 2016 SUBER
- **23 076,70 €** au chapitre 204, fonction 61, nature 204141, AP 2017 SUBER
- **42 809,32 €** au chapitre 204, fonction 61, nature 204142, AP 2017 SUBER
- **-79 812,50 €** au chapitre 204, fonction 61, nature 204142 regroupement 55, AP 2019 INVSTE

- En recettes

- **250 000,00 €** au chapitre 13, fonction 61, nature 1318, AP 2017 SUBER
- **-250 000,00 €** au chapitre 13, fonction 61, nature 1318, AP 2018 INVSTE

Au vu de ces éléments, il est décidé de réajuster les autorisations de programme et leur phasage, comme détaillé dans le point financier joint à cette délibération.

2) La sensibilisation à la gestion durable de l'eau

L'autorisation d'engagement pour les aides à la sensibilisation durable de la ressource de l'année 2021 n'a pas été engagée dans sa globalité. Cette autorisation d'engagement peut ainsi être diminuée de la façon suivante :

Imputation budgétaire	Autorisation d'engagement	Révision de l'AE
65 61 65734	2021 FONCTSTE	- 29 220,00

Les crédits de paiement 2022 ne sont pas impactés.

3) L'hydraulique agricole

En complément des aides de la Région, le Conseil départemental apporte des aides pour les opérations d'hydraulique agricole individuelle et collective, s'inscrivant dans le cadre général du Plan de développement rural.

Des subventions anciennes d'hydraulique agricole ont été réduites, au vu des justificatifs de paiement. Les annulations s'élèvent au total à 5 075,41€. Les autorisations de programme peuvent être diminuées de la façon suivante :

Imputation budgétaire	Autorisation de programme	Révision de l'AP
204 928 2041782	2021 INVSTE	- 2 110,34
204 928 20422	2019 INVSTE	- 335,92
	2020 INVSTE	- 958,20
	2021 INVSTE	-1 670,95

Les crédits de paiement 2022 ne sont pas impactés.

B) **Subventions solidarité territoriale**

1) La reconstruction de la voirie communale suite aux inondations

Des subventions anciennes, allouées pour la réfection des infrastructures communales suite aux intempéries, ont été réduites au vu des justificatifs de paiement. Les annulations s'élèvent au total à 12 255,68 €. Par ailleurs, concernant les aides suite aux inondations du 19 septembre 2020 une somme de 453 721,50 € n'a pas été engagée. Les autorisations de programme correspondantes peuvent être diminuées ainsi :

Imputation budgétaire	Autorisation de programme	Révision de l'AP
204 628 204142	2014 SUBER	-4 261,40
	2016 SUBER	-5 568,13
	2019 INOND	-2 426,15
	2020 FONDESECO	-453 721,50

Les crédits de paiement 2022 ne sont pas impactés.

2) Eaux pluviales

En 2020, un nouveau volet du contrat territorial a été créé pour les travaux concernant les eaux pluviales coordonnés avec les travaux sur les routes départementale dans les traversées d'agglomération. Les subventions allouées en 2021 ont été réduites de 31 493,08 €, au vu des justificatifs de réalisation des travaux. L'autorisation de programme correspondante peut être diminuée ainsi :

Imputation budgétaire	Autorisation de programme	Révision de l'AP
204 68 204142	2021 INVSTE	-31 493,08

Les crédits de paiement 2022 ne sont pas impactés.

Au total, pour la réalisation des actions de renforcement de la cohésion territoriale par la conduite de politiques contractuelles, il est décidé d'inscrire en crédits de paiement 2022 : **19 073,52 €** en dépenses d'investissement.

II) RENFORCER LA SECURITE DES PERSONNES ET DES BIENS DANS UN ENVIRONNEMENT DE QUALITE

Dans le cadre de l'orientation politique « **Renforcer la sécurité des personnes et des biens dans un environnement de qualité** », les interventions se déclineront selon 10 missions structurées autour de deux axes :

- ❖ Préserver et améliorer durablement notre environnement :
 - Protéger et valoriser les espaces naturels
 - Organiser et valoriser la randonnée et les activités en espace naturel
 - Préserver les grands sites et paysages
 - Structurer une action politique solidaire
 - Contribuer à la lutte contre les pollutions et les nuisances
 - Aider les associations
 - Contribuer à assurer à la population la ressource en eau en qualité et en quantité
- ❖ Développer les politiques de prévention des risques :
 - Développer la conscience du risque
 - Réduire l'impact des éléments naturels par des aménagements structurants et la surveillance
 - Structurer une action publique solidaire

A) Préserver et améliorer durablement notre environnement

1) Protéger et valoriser les espaces naturels

a) Acquisitions foncières

Au vu des acquisitions en cours, il est décidé de réduire, en dépenses, les crédits de paiement 2022. Le montant total de l'enveloppe restant inchangé.

- **-143 000,00 €** au chapitre 21, fonction 738, nature 2118, regroupement 1, AP 2006
ACQUITDENS

b) Actions espaces naturels

▪ Travaux d'aménagement et entretien

Pour les travaux sur les espaces naturels sensibles, l'activité opérationnelle de 2022 nécessite un ajustement des crédits en dépenses, comme indiqué ci-dessous :

- **30 000,00 €** au chapitre 011-fonction 738-nature 61524-regroupement 1 afin de réaliser des travaux d'entretien de pistes DFCI dégradées sur l'Espace Naturel Sensible Départemental du Massif et des Gorges de la Cèze
- **128 000,00 €** au chapitre 23-fonction 738-nature 2312-regroupement 1
- **15 000,00 €** au chapitre 21-fonction 738-nature 2157-regroupement 1
Afin de réaliser des travaux d'aménagement (dont opérations ouverture de milieux) et l'acquisition de matériel
- **-5 000,00 €** au chapitre 011-fonction 738-nature 62268 -regroupement 1, AE 2022
GESTCHASS étant précisé que compte-tenu de l'avancée de l'opération, le montant total de l'AE reste inchangé donc l'AE est rephasée.

Par ailleurs, l'opération prévue étant terminée., l'AE 2017 GEST CHASS peut être diminuée afin de pouvoir être clôturée comptablement à hauteur de 84 855,85 €.

- AE 2017 GEST CHASS : -144,15 €

▪ - Etudes et Diagnostics sur les ENSD

Il est décidé une diminution de crédits de 15 000,00 € en raison du report d'études initialement prévues.

- **-15 000,00 €** au chapitre 011-fonction 738-nature 617-regroupement 1

c) Subventions espaces naturels sensibles

Le Conseil départemental alloue des aides pour la création de zones de préemption au titre des espaces naturels sensibles et le partage de ces espaces.

Compte-tenu des engagements effectués, il est décidé d'effectuer la diminution d'AP suivante :

Imputation budgétaire	Autorisation de Programme	Révision de l'AP
204 738 204142 1	2021 INVAPN	-186 002,83

Il est également décidé une diminution des crédits de paiement.

- **-48 000,00 €** au chapitre 204, fonction 738, nature 204142, regroupement 1, AP 2021 INVAPN

2) Organiser et valoriser la randonnée et les activités en espace naturel

a) Actions espaces, sites et itinéraires

▪ Etudes, diagnostic sur le réseau et les sites

Il est décidé d'inscrire des crédits supplémentaires en dépenses pour la réalisation de nouvelles études sur l'ENSD du Massif et des Gorges de la Cèze, notamment dans le cadre de la modernisation du Centre Espace Gard Découverte et le programme Terra Musiva.

- **70 000,00 €** au chapitre 20-fonction 738-nature 2031-regroupement 1

▪ Travaux d'équipement et entretien du réseau départemental et des sites

L'émergence de besoins d'entretien du réseau départemental et des sites supérieurs à ceux initialement prévus entraîne une augmentation du besoin des crédits

- **27 000,00 €** au chapitre 011-fonction 738-nature 615231-regroupement 1

Par ailleurs, dans le cadre de l'opération « GR 700 – Le Chemin de Régordane », dont le Conseil départemental est partenaire, et des travaux d'aménagement, de sécurisation et de valorisation sur l'itinéraire, sont prévus des travaux de sécurisation et restauration du pont roman dit pont de Jouany, support de l'itinéraire historique du Chemin de Régordane sur la commune de Génolhac.

Au vu de l'avancée de l'opération, il est décidé de diminuer les crédits de paiement 2022, relatifs aux travaux.

- **-70 000,00 €** au chapitre 23-fonction 738-nature 23153, regroupement 1, AP 2021 REGORGANE

L'Autorisation de programme 2021 REGORDANE est rephasée, le montant total de l'AP restant inchangé.

b) Subventions espaces, sites et itinéraires

▪ Subventions pour l'étude et l'équipement des espaces, sites ou itinéraires d'initiative locale

A l'échelle intercommunale et en complément du Plan Départemental des Itinéraires de Promenades et Randonnées, le Conseil départemental alloue des subventions pour l'aménagement et la promotion d'espaces, sites ou itinéraires afin d'offrir une palette d'activité large au niveau des territoires gardois et renforcer l'attractivité touristique.

Au regard de l'état d'avancement des opérations, il est décidé la diminution des AP suivantes :

Imputation budgétaire	Autorisation de Programme	Révision de l'AP
204 738 204141 1	2016 SUBVPDESI	-2 268,04
	2021 INVAPN	-50 000,00
204 738 204142 1	2019 INVAPN	-43,85
	2020 INVAPN	-285,08
	2021 INVAPN	-290 670,05
204 738 204152 1	2018 INVAPN	-17 634,34

En crédits de paiement, il est décidé les inscriptions suivantes :

- **32 750,00 €** au chapitre 204, fonction 738, nature 204142, regroupement 1, AP 2016 SUBVPDESI
- **-56 447,05 €** au chapitre 204, fonction 738, nature 204142, regroupement 1, AP 2021 INVAPN
- **-15 000,00 €** au chapitre 204, fonction 738, nature 204141, regroupement 1, AP 2021 INVAPN
- **-10 413,40 €** au chapitre 204, fonction 738, nature 204152, regroupement 1, AP 2018 INVAPN

3) Structurer une action politique solidaire - Contribution au fonctionnement des syndicats mixtes / ententes – patrimoine naturel

Il est décidé que les crédits soient abondés de 200 000,00 € dans le cadre d'une réflexion sur les besoins des structures dont le Département est membre.

- **50 000,00 €** au chapitre 65, fonction 738, nature 6561
- **150 000,00 €** au chapitre 65, fonction 738, nature 6561, regroupement 1

4) Contribuer à assurer à la population la ressource en qualité et en quantité

a) Actions eau et milieu aquatique

Pour les prestations liées à ces actions, il est décidé à la fois une diminution de crédits et une augmentation.

- **-5 000,00 €** au chapitre 011, fonction 738, nature 617
- **20 000,00 €** au chapitre 011, fonction 738, nature 611

b) Etude d'intérêt départemental sur l'eau et milieu aquatique

Afin de mettre en œuvre le schéma eau et climat 3.0 et d'en décliner la stratégie, il est décidé de créer une autorisation d'engagement STREAUCLIM de 3 ans pour un montant de 252 000,00 € qui regrouperait les actions et études à développer.

- **AE 2022 STREAUCLIM : 252 000,00 €**

Cette création nécessite l'inscription de crédits de paiement 2022 supplémentaires.

- **10 000,00 €** au chapitre 011, fonction 70, nature 617, AE 2022 STREAUCLIM

Et, il est décidé également la diminution de crédits annuels en dépenses de fonctionnement liés à des études.

- **-45 000,00 €** au chapitre 011, fonction 70, nature 617

c) Subventions milieu aquatique

Il est décidé de créer une autorisation d'engagement 2022 CLIMATEAU d'un montant de 500 000,00 € afin d'aider les études de connaissance sur la ressource en eau, préconisées par la stratégie « eau et climat 3.0 ». Il n'est pas nécessaire de prévoir des crédits de paiement pour l'année 2022.

- **AE 2022 CLIMATEAU : 500 000,00 €**

Par ailleurs, au vu des justificatifs fournis, les subventions en matière d'aides dans le cadre du dispositif financier pour la gestion des milieux aquatiques, la diminution des AP suivantes peut être effectuée :

Imputation budgétaire	Autorisation de Programme	Révision de l'AP
204 64 204151	2021 INVMA	-185 000,00
204 64 204152	2020 INVMA	-4 750,37
	2021 INVMA	-46 509,70

Les crédits de paiement 2022 ne sont pas impactés.

Au total, pour la réalisation des actions de préservation et d'amélioration durable de notre environnement, il est décidé d'inscrire en crédits de paiement 2022 : **217 000,00 €** en dépenses de fonctionnement et **-97 110,45 €** en dépenses d'investissement.

B) Développer les politiques de prévention des risques

1) Développer la conscience du risque

▪ Actions de Prévention des Inondations

Il est décidé de diminuer les crédits inscrits pour l'estimation de la population et des surfaces urbanisées en zone inondable de 50 000,00 €.

➤ **-50 000,00 €** au chapitre 65, fonction 18, nature 6568

2) Réduire l'impact des éléments naturels par des aménagements structurants et la surveillance

Le Département est propriétaire de sept barrages (Sénéchas, Sainte-Cécile d'Andorge, Les Cambous, la Rouvière, Ceyrac, Conqueyrac et Pises), qu'il convient d'entretenir et dont l'exploitation est assurée en gestion directe.

Les inscriptions permettent d'assurer le bon fonctionnement et l'entretien de ces barrages et également de mettre en œuvre la sécurisation de 3 ouvrages :

- Barrage de Sainte-Cécile d'Andorge
- Barrage du lac des Pises
- Barrage des Cambous

a) Opérations sur les barrages

▪ Etudes sur les barrages départementaux

Pour financer les diverses études sur les barrages départementaux restant à lancer en 2022, il est décidé d'inscrire en section d'investissement, hors autorisation de programme, des crédits de paiement complémentaires à hauteur de 40 000,00 €.

➤ **40 000,00 €** au chapitre 20, fonction 64, nature 2031, regroupement 42

▪ Travaux (construction, rénovation, entretien) sur les barrages départementaux

En ce qui concerne les travaux sur les barrages départementaux, la programmation de l'opération de sécurisation de la drome de Sénéchas permet de diminuer les crédits de paiement 2022 d'un montant de 380 000,00 €.

➤ **-380 000,00 €** au chapitre 23, fonction 64, nature 231318, regroupement 42, AP 2017 SENDROME

Toutefois, la nouvelle estimation de ces travaux entraîne une augmentation de 50 000,00 € de l'Autorisation de Programme 2017 SENDROME, portant le montant de l'AP de 600 000,00 € à 650 000,00 € (ligne 23-64-231318 - 42).

➤ AP 2017 SENDROME : 50 000,00 €

b) Exploitation des barrages

En fonctionnement, le prévisionnel des opérations engagées et restant à engager entraîne un besoin complémentaire de crédits à hauteur de 83 000,00 €, ainsi répartis :

En Autorisation d'engagement :

- 76 000,00 € de crédits supplémentaires, en CP 2022, sur l'Autorisation d'engagement 2020 EDD. Ces crédits de paiement se répartissent ainsi : **58 000,00 €** au chapitre 011, fonction 64, nature 617, regroupement 42, AE 2020 EDD et **18 000,00 €** au chapitre 011, fonction 64, nature 611, regroupement 42, AE 2020 EDD. L'Autorisation d'Engagement est rephasée, le montant total des crédits reste inchangé :

Imputation	Phasage année 2022	Phasage Année 2023	TOTAL
011-64-611-42	180 934,00 €	122 000,00 €	302 934,00€
011-64-617-42	157 066,00 €	22 000,00 €	179 066,00 €
TOTAL	338 000,00 €	144 000,00 €	482 000,00 €

- Une diminution de 5 000,00 € en crédits de paiement 2022 sur l'Autorisation d'engagement 2020 BARRAGES. Ces crédits de paiement sont inscrits comme suit :

-5 000,00 € au chapitre 011, fonction 64, nature 617, regroupement 42, AE 2020 BARRAGES. L'Autorisation d'engagement est rephasée : 15 000,00 € en 2022, 18 074,61 € en 2023, le montant total de l'AE restant inchangé.

- Une diminution de 36 000,00 € en crédits de paiement 2022 sur l'Autorisation d'engagement 2021 BARRAGES. Ces crédits de paiement sont inscrits comme suit :
-36 000,00 € au chapitre 011, fonction 64, nature 617, regroupement 42, AE 2021 BARRAGES. L'Autorisation d'engagement est rephasée, le montant total de l'AE restant inchangé.

- Une diminution de 30 000,00 € en crédits de paiement 2022 sur l'Autorisation d'engagement 2022 BARRAGES. Ces crédits de paiement sont inscrits comme suit :
-30 000,00 € au chapitre 011, fonction 64, nature 617, regroupement 42, AE 2022 BARRAGES. L'Autorisation d'engagement est rephasée, le montant total de la ligne de l'AE restant inchangé.

Il est décidé, par ailleurs, de créer une imputation supplémentaire sur l'Autorisation d'engagement 2022 BARRAGES d'un montant de 90 000,00 € sur deux ans, pour des opérations pluriannuelles de réparation ou maintenance en matière de sécurisation des ouvrages hydrauliques, avec une inscription en crédits de paiement 2022.

- **29 000,00 €** au chapitre 011, fonction 64, nature 615231, regroupement 42, 2022 BARRAGES et 61 000,00 € en crédits de paiement 2023.

Hors Autorisation d'engagement, il est décidé, en crédits de paiement, les inscriptions suivantes :

- **10 000,00 €** au chapitre 011, fonction 64, nature 60632, regroupement 42
- **37 000,00 €** au chapitre 011, fonction 64, nature 617, regroupement 42
- **12 000,00 €** au chapitre 011, fonction 64, nature 62268, regroupement 42
- **-10 000,00 €** au chapitre 011, fonction 64, nature 615231, regroupement 42

Il est également décidé d'inscrire des crédits complémentaires, en investissement pour du matériel technique pour les barrages et le renouvellement de véhicules.

- **85 000,00 €** au chapitre 21, fonction 64, nature 2157, regroupement 42

c) Subvention pour la protection contre les inondations

▪ PAPI Nîmes Cadereau

Au vu des justificatifs fournis, les subventions en matière d'aides dans le cadre du plan d'action de prévention PAPI Nîmes Cadereaux ont été diminuées ; la diminution des AP suivantes peut être effectuée :

Imputation budgétaire	Autorisation de Programme	Révision de l'AP
204 64 204141	2021 INVMA	-155 600,00
204 64 204142	2017 PAPINIMES	-10 210,82

En crédits de paiement, il est décidé une augmentation de crédits.

➤ **99 072,15 €** au chapitre 204, fonction 64, nature 204142, AP 2017 PAPINIMES

▪ Protection contre les inondations

Des aides sont octroyées au titre de la protection contre les inondations pour les travaux et les études réalisées par les collectivités et les syndicats de bassins. Les subventions correspondantes ont fait l'objet de diminutions au vu des justificatifs fournis, entraînant les mouvements suivants :

Imputation budgétaire	Autorisation de Programme	Révision de l'AP
204 64 204142	2018 INVMA	-66,41
	2019 INVMA	-6 473,60
	2021 INVMA	-338 000,00
204 64 204151	2021 INVMA	-93 035,22
204 64 204152	2021 INVMA	-70 707,00

En crédits de paiement, il est décidé les diminutions de crédits ci-après :

➤ **-18 000,00 €** au chapitre 204, fonction 64, nature 204142, AP 2021 INVMA

➤ **-3 035,22 €** au chapitre 204, fonction 64, nature 204151, AP 2021 INVMA

▪ Réduction de la vulnérabilité des bâtiments face au risque inondations

Le Conseil départemental alloue également des aides pour des travaux ou études à mener en matière de réduction de la vulnérabilité des bâtiments face au risque inondation (adaptation de l'existant et mise en sécurité du bâti), visant à assurer la sécurité des personnes et des biens.

Au vu des justificatifs fournis, les subventions anciennes ont fait l'objet de diminution pour un montant de 60 617,80 €.

Par ailleurs, afin d'aider les diagnostics des logements individuels et des habitations collectives, réalisés par le Syndicat Mixte Vistre-Vistrenque et prévus sur le PAPI III Vistre, il est nécessaire d'augmenter l'autorisation d'engagement 2022 FONCTMA de 12 000 €.

Il s'ensuit les mouvements suivants :

Imputation budgétaire	Autorisation d'engagement	Révision de l'AE
65 18 65734	2016 FSIFONCT	-17 097,80
	2021 FONCTMA	-43 520,00
	2022 FONCTMA	+12 000,00

En crédits de paiement, il est décidé une diminution des crédits de paiement.

- **-8 520,00 €** au chapitre 65, fonction 18, nature 65734, AE 2021 FONCTMA

d) Subventions Lutte contre les incendies de forêts

Le Conseil départemental alloue des subventions de fonctionnement pour l'entretien des plateformes et des équipements DFCI. Au regard de l'état d'avancement des opérations en cours, les mouvements suivants peuvent être effectués :

Imputation budgétaire	Autorisation d'Engagement	Révision de l'AE
65 12 65735	2017 GR	-6 740,92
	2018 FONCTAPN	-611,70

En crédits de paiement, il est décidé les inscriptions suivantes.

- **15 260,92 €** au chapitre 65, fonction 12, nature 65734, AP 2018 FONCTAPN
- **-6 740,92 €** au chapitre 65, fonction 12, nature 65735, AP 2017 GR

Un nouveau dispositif d'aides d'investissement aux collectivités et syndicats mixtes compétents en matière de DFCI a été mis en place en 2020 afin d'assurer la mise aux normes des équipements de DFCI. Au vu des justificatifs fournis, les subventions versées ont fait l'objet de diminution pour un montant de 15 713,53 €.

Par ailleurs, au vu des prévisions d'acquisition de véhicules de surveillance par l'Etat pour une mise à disposition à l'ONF, une somme de 80 000 € ne sera pas engagée, sur l'autorisation de programme 2022 INVAPN. Il est décidé d'affecter cette somme aux aides d'investissement aux collectivités, compte-tenu des dossiers en instance pour la programmation 2022.

Il s'ensuit les mouvements suivants :

Imputation budgétaire	Autorisation de Programme	Révision de l'AP
204 12 204142	2021 INVAPN	-15 713,53
	2022 INVAPN	+80 000,00
204 12 2041782	2022 INVAPN	-80 000,00

Les crédits de paiement 2022 ne sont pas impactés.

Au total, pour la réalisation des actions de développement des politiques de prévention des risques, il est décidé d'inscrire en crédits de paiement 2022 : **33 000,00 €** en dépenses de fonctionnement et **-176 963,07 €** en dépenses d'investissement.

CONCLUSION :

Pour assurer l'ensemble des interventions citées précédemment, il est décidé :

➤ de créer les autorisations d'engagement :

- 2022 STREAUCLIM de 252 000,00 € pour 3 ans
- 2022 CLIMATEAU de 500 000,00 € pour 5 ans

➤ de clôturer :

- l'autorisation d'engagement AE 2017 GEST CHASS à hauteur de 84 855,85 €
- l'autorisation d'engagement AE 2016 GR à hauteur de 158 206,32 €
- l'autorisation de programme AP 2018 INVAPN à hauteur de 179 518,78 €

➤ de diminuer :

- l'autorisation de programme AP 2014 SUBER de 4 261,40 €
- l'autorisation de programme AP 2015 SUBER de 53 559,92 €
- l'autorisation d'engagement AE 2016 FSIFONCT de 17 097,80 €
- l'autorisation de programme AP 2016 SUBER de 132 573,87 €
- l'autorisation de programme AP 2016 SUBVPDESI de 2 268,04 €
- l'autorisation d'engagement AE 2017 GR de 6 740,92 €
- l'autorisation de programme AP 2017 PAPINIMES de 10 210,82 €
- l'autorisation de programme AP 2017 SUBER de 217 917,56 €
- l'autorisation d'engagement AE 2017 GEST CHASS de 144,15 €
- l'autorisation d'engagement AE 2018 FONCTAPN de 611,70 €
- l'autorisation de programme AP 2018 INVAPN de 17 634,34 €
- l'autorisation de programme AP 2018 INVMA de 66,41 €
- l'autorisation de programme AP 2018 INVSTE de 124 622,97 €
- l'autorisation de programme AP 2019 INOND de 7 216,77 €
- l'autorisation de programme AP 2019 INVAPN de 43,85 €

- l'autorisation de programme AP 2019 INVMA de 6 473,60 €
- l'autorisation de programme AP 2019 INVSTE 489 153,88 €
- l'autorisation de programme AP 2020 FONDESECO de 453 721,50 €
- l'autorisation de programme AP 2020 INVAPN de 285,08 €
- l'autorisation de programme AP 2020 INVMA de 4 750,37 €
- l'autorisation de programme AP 2020 INVSTE 159 839,15 €
- l'autorisation d'engagement AE 2021 FONCTMA de 43 520,00 €
- l'autorisation d'engagement AE 2021 FONCTSTE de 29 220,00 €
- l'autorisation de programme AP 2021 INVAPN de 542 386,41 €
- l'autorisation de programme AP 2021 INVMA de 888 851,92 €
- l'autorisation de programme AP 2021 INVSTE de 876 314,25 €

➤ d'augmenter :

- l'autorisation de programme AP 2017 SENDROME de 50 000,00 €
- l'autorisation d'engagement AP 2022 BARRAGES de 90 000,00 €
- l'autorisation d'engagement AE 2022 FONCTMA de 12 000,00 €

➤ d'inscrire :

- des crédits de paiement complémentaires 2022 d'un montant total de 250 000,00 € en dépenses de fonctionnement
- des crédits de paiement en diminution 2022 d'un montant total de -255 000,00 € en dépenses d'investissement

Les tableaux annexés ci-après récapitulent par prestation les crédits gérés par la Direction de l'Eau et de la Valorisation du Patrimoine Naturel :

Dépenses

Année	Code	Libellé	AP avant étape	Révision	Montant de l'AP	Crédits de paiement N	Crédits de paiement > N
2014	SUBER	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT RURAL PROGRAMME 2014	14 372 541,31	-4 261,40	14 368 279,91	47 699,89	0,00
2015	SUBER	SUBVENTIONS DITES THEMATIQUES (TRAVAUX ADDUCTION EAU POTABLEET D'ASSAINISSEMENT ELECTRIFICATION) POUR COMMUNES RURALES	11 801 006,63	-53 559,92	11 747 446,71	7 464,01	134 182,95
2016	FSFONCT	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT	51 329,00	-17 097,80	34 231,20	10 095,98	2 343,35
2016	SUBER	SUBVENTIONS DITES THEMATIQUES (TRAVAUX ADDUCTION EAU POTABLEET D'ASSAINISSEMENT ELECTRIFICATION) POUR COMMUNES RURALES	6 527 740,10	-132 573,87	6 395 166,23	33 000,00	0,00
2016	SUBVPDESI	SUBVENTION PDESI	425 579,63	-2 268,04	423 311,59	32 750,00	0,00
2017	GEST CHASS	GESTION DE LA CHASSE	85 000,00	-144,15	84 855,85	0,00	0,00
2017	GR	GROSSES REPARATIONS DFCI	211 622,08	-6 740,92	204 881,16	19 121,49	8 551,76
2017	PAPINIMES	PAPINIMES PROGRAMME CADEREAU	2 370 706,81	-10 210,82	2 360 495,99	214 535,31	87 206,80
2017	SENDROME	INSTALLATION NOUVEAU SYSTEME DE DROMEBARRAGE DE SENECHAS	720 000,00	50 000,00	770 000,00	175 000,00	574 523,47
2017	SUBER	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT RURAL 2017	6 575 162,18	-217 917,56	6 357 244,62	90 809,32	0,00
2018	FONCTAPN	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT POUR L'ATTRACTIVITE ET LE PATRIMOINE NATUREL	144 860,87	-611,70	144 249,17	22 015,22	35 194,48
2018	INVAPN	SUBVENTIONS EN INVESTISSEMENT POUR L'ATTRACTIVITE ET LE PATRIMOINE NATUREL	197 153,12	-17 634,34	179 518,78	0,00	0,00
2018	INVMA	SUBVENTIONS EN INVESTISSEMENT POUR LES MILIEUX AQUATIQUES	805 959,28	-66,41	805 892,87	34 859,49	60 530,16
2018	INVSTE	SUBVENTIONS EN INVESTISSEMENT POUR LES SOLIDARITES TERRITORIALES ENVIRONNEMENTALES	6 867 682,05	-124 622,97	6 743 059,08	1 045 010,31	1 620 549,91
2019	INOND	SUBVENTIONS SUITE AUX INONDATIONS	201 729,84	-7 216,77	194 513,07	0,00	18 642,26
2019	INVAPN	SUBVENTIONS POUR L'ATTRACTIVITEET LE PATRIMOINE NATUREL	553 359,89	-43,85	553 316,04	141 586,50	272 312,37
2019	INVMA	SUBVENTIONS POUR LES MILIEUX AQUATIQUES	599 129,29	-6 473,60	592 655,69	20 400,00	26 472,80
2019	INVSTE	SUBVENTIONS DE SOLIDARITES TERRITORIALESET ENVIRONNEMENTALES	5 720 191,49	-489 153,88	5 231 037,61	827 619,26	2 075 821,60
2020	FONDESECO	FONDS DE SECOURS POUR LES INONDATIONS	2 000 000,00	-453 721,50	1 546 278,50	200 000,00	663 673,15
2020	INVAPN	SUBVENTIONS POUR L'ATTRACTIVITE ET LE PATRIMOINE NATUREL	460 320,05	-285,08	460 034,97	171 076,00	236 636,03
2020	INVMA	SUBVENTIONS POUR LES MILIEUX AQUATIQUES	7 226 917,20	-4 750,37	7 222 166,83	660 000,00	5 727 445,19
2020	INVSTE	SUBVENTIONS DE SOLIDARITES TERRITORIALES ET ENVIRONNEMENTALE	7 702 828,16	-159 839,15	7 542 989,01	1 595 000,00	4 609 304,44
2021	FONCTMA	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT POUR LES MILIEUX AQUATIQUES	50 000,00	-43 520,00	6 480,00	0,00	0,00
2021	FONCTSTE	SUBVENTIONS FONCTIONNEMENT DE SOLIDARITES TERRITORIALES ETENVIRONNEMENTALES	74 000,00	-29 220,00	44 780,00	6 485,28	20 294,72
2021	INVAPN	SUBVENTIONS POUR L'ATTRACTIVITE ET LE PATRIMOINE NATUREL	780 000,00	-542 386,41	237 613,59	65 552,95	170 063,47
2021	INVMA	SUBVENTIONS POUR LES MILIEUX AQUATIQUES	3 000 000,00	-888 851,92	2 111 148,08	1 038 964,78	908 971,93

Dépenses

Année	Code	Libellé	AP avant étape	Révision	Montant de l'AP	Crédits de paiement N	Crédits de paiement > N
2021	INVSTE	SUBVENTIONS FONCTIONNEMENT DE SOLIDARITES TERRITORIALES ET ENVIRONNEMENTALES	6 330 000,00	-876 314,25	5 453 685,75	1 473 562,40	3 767 517,99
2022	BARRAGES	ETUDES SECURISATION BARRAGES	60 000,00	90 000,00	150 000,00	29 000,00	121 000,00
2022	CLIMATEAU	SUBVENTIONS POUR LA STRATEGIE EAU ET CLIMAT		500 000,00	500 000,00		500 000,00
2022	FONCTMA	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT POUR LES MILIEUX AQUATIQUES	44 000,00	12 000,00	56 000,00	5 000,00	51 000,00
2022	STREAUCLIM	MISE EN OEUVRE STRATEGIE SCHEMA EAU ET CLIMAT		252 000,00	252 000,00	10 000,00	242 000,00

Recettes

Année	Code	Libellé	AP avant étape	Révision	Montant de l'AP	Crédits de paiement N	Crédits de paiement > N
2015	SUBER	SUBVENTIONS DITES THEMATIQUES (TRAVAUX ADDUCTION EAU POTABLE ET D'ASSAINISSEMENT ELECTRIFICATION) POUR COMMUNES RURALES	4 410 651,09	-26 779,96	4 383 871,13	0,00	36 577,13
2016	SUBER	SUBVENTIONS DITES THEMATIQUES (TRAVAUX ADDUCTION EAU POTABLE ET D'ASSAINISSEMENT ELECTRIFICATION) POUR COMMUNES RURALES	2 112 336,31	-27 991,39	2 084 344,92		40 605,92
2017	SUBER	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT RURAL 2017	2 874 464,76	-142 427,28	2 732 037,48	585 415,00	26 337,48
2018	INVSTE	SUBVENTIONS EN INVESTISSEMENT POUR LES SOLIDARITES TERRITORIALES ENVIRONNEMENTALES	1 611 454,76	-35 650,15	1 575 804,61	102 039,76	342 971,85

Service S0021 DEVPN - SCE SOLIDARITÉS TERRITORIALES ET ENVIRONNEMENTALES

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement	Investissement	
				Année	Code	Dépenses	Dépenses	Recettes
Subventions eau	13	61	1318	2017	SUBER			250 000,00
	13	61	1318	2018	INVSTE			-250 000,00
	204	61	204141	2016	SUBER		33 000,00	
	204	61	204141	2017	SUBER		23 076,70	
	204	61	204142	2017	SUBER		42 809,32	
	204	61	204142	2019	INVSTE		-79 812,50	
Prestation							19 073,52	0,00
Subventions espaces naturels sensibles	204	738	204142	2021	INVAPN		-48 000,00	
Prestation							-48 000,00	
Subventions espaces, sites et itinéraires	204	738	204141	2021	INVAPN		-15 000,00	
	204	738	204142	2016	SUBVPDESI		32 750,00	
	204	738	204142	2021	INVAPN		-56 447,05	
	204	738	204152	2018	INVAPN		-10 413,40	
Prestation							-49 110,45	
Subventions lutte contre les incendies de forêt	65	12	65734	2018	FONCTAPN	15 260,92		
	65	12	65735	2017	GR	-6 740,92		
Prestation							8 520,00	
Subventions pour la protection contre les inondations	204	64	204142	2017	PAPINIMES		99 072,15	
	204	64	204142	2021	INVMA		-18 000,00	
	204	64	204151	2021	INVMA		-3 035,22	
	65	18	65734	2021	FONCTMA	-8 520,00		
Prestation							-8 520,00	78 036,93
Totaux							0,00	0,00

Service S0025 DEVPN - SERVICE ATTRACTIVITÉ ET PATRIMOINE NATUREL

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement	Investissement
				Année	Code	Dépenses	Dépenses
Acquisitions foncières	21	738	2118	2006	ACQUITDENS		-143 000,00
Prestation							-143 000,00
Actions espaces naturels	011	738	61524			30 000,00	
	011	738	617			-15 000,00	
	011	738	62268	2022	GESTCHASS	-5 000,00	
	21	738	2157				15 000,00
	23	738	2312				128 000,00
Prestation							10 000,00
Actions espaces, sites et itinéraires	011	738	615231			27 000,00	
	20	738	2031				70 000,00
	23	738	23153	2021	REGORDANE		-70 000,00
Prestation							27 000,00
Totaux							0,00

Service S0091 DEVPN - SERVICE EAU ET MILIEUX AQUATIQUES

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement
				Année	Code	Dépenses
Actions de préventions des inondations	65	18	6568			-50 000,00
Prestation						-50 000,00
Actions eau et milieu aquatique	011	738	611			20 000,00
	011	738	617			-5 000,00
Prestation						15 000,00
Etudes d'intérêt départemental sur l'eau	011	70	617	2022	STREAUCLIM	10 000,00
Prestation						10 000,00
Etudes d'intérêt départemental sur l'eau et milieu aquatique	011	70	617			-45 000,00
Prestation						-45 000,00
Totaux						-70 000,00

Service S0092 DEVPN - SERVICE GRANDS OUVRAGES HYDRAULIQUES

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement	Investissement
				Année	Code	Dépenses	Dépenses
Exploitation des barrages	011	64	60632			10 000,00	
	011	64	611	2022	EDD	18 000,00	
	011	64	615231			-10 000,00	
	011	64	615231	2022	BARRAGES	29 000,00	
	011	64	617			37 000,00	
	011	64	617	2020	BARRAGES	-5 000,00	
	011	64	617	2020	EDD	58 000,00	
	011	64	617	2021	BARRAGES	-36 000,00	
	011	64	617	2022	BARRAGES	-30 000,00	
	011	64	62268			12 000,00	
	21	64	2157				85 000,00
Prestation						83 000,00	85 000,00
Opérations sur les barrages	20	64	2031				40 000,00
	23	64	231318	2017	SENDROME		-380 000,00
Prestation							-340 000,00
Totaux						83 000,00	-255 000,00

Service S0140 DEVPN - SERVICE COORDINATION ET ANIMATION

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement
				Année	Code	Dépenses
Contributions au fonctionnement des syndicats mixtes/ententes patrimoine naturel	65	738	6561			200 000,00
Prestation						200 000,00
Totaux						200 000,00

COMMISSION INFRASTRUCTURES

ROUTES ET RESEAUX

DIRECTION DE LA MOBILITE ET DES ROUTES

Le Conseil départemental entend accélérer sa politique de modernisation et d'amélioration du réseau routier afin d'améliorer la qualité du niveau de service proposé aux usagers et de réduire la dette grise.

Afin de répondre aux besoins supplémentaires, il est décidé l'augmentation de quatre autorisations de programme (AP) :

- 2 000 000,00 € pour la modernisation de la régie routière ;
- 2 000 000,00 € pour le financement des projets structurants ;
- 500 000,00 € pour l'achat de matériel et de véhicules pour l'exploitation en régie portant ;
- 700 000,00 € pour les travaux d'aménagement de sécurité.

En dépenses d'investissement, il est décidé une augmentation globale des crédits affectés à la Direction de la mobilité et des routes pour un montant de 6 485 000,00 € correspondant à deux chiffrages.

D'une part, il est décidé d'inscrire 5 050 000,00 € en vue de réaliser plusieurs grands chantiers envisagés sur le territoire gardois dans les mois à venir. Il s'agit notamment, en premier lieu des travaux curatifs de rénovation du patrimoine routier, notamment de la RD6 entre Saint-Marcel-de-Careiret et Bagnols, de la RD135 entre Milhau et Vauvert et de la RD6572 entre Vauvert et Aimargues. En second lieu, les crédits supplémentaires votés permettront de réaliser des travaux préventifs d'enrobés avec lesquels le Conseil départemental réduit sa dette grise.

D'autre part, il est décidé d'inscrire 1 435 000,00 € afin de poursuivre l'acquisition en matériel et en véhicule des pôles d'exploitation routier dans le cadre de la modernisation de la régie routière.

Les propositions budgétaires formulées dans le cadre de cette DM seront présentées successivement.

I) PREPARER LE RESEAU GARDOIS AUX ENJEUX DE DEMAIN : CONSTRUCTION, PARTICIPATION, EQUIPEMENT DES GRANDES INFRASTRUCTURES DE MOBILITE

A) Acquisitions et cessions foncières (2 904,00 €)

En dépenses de fonctionnement :

Il est décidé des crédits supplémentaires pour assurer les dépenses liées aux acquisitions foncières.

- **2 904,00 €** au chapitre 65-fonction 628-nature 6568

B) Etudes générales et préliminaires de projets routiers et cyclables :

En Autorisation d'engagement :

Plusieurs études préalables à la réalisation des opérations de travaux rattachées à l'AE 2012 DIETUDES sont terminées. Il convient de diminuer l'autorisation d'engagement concernée afin de la clôturer.

- AE 2012 DIETUDES : -112 083,14 €

En Autorisation de programme :

Compte-tenu de l'état d'avancement de plusieurs études préliminaires confiées à des prestataires privés (études techniques, topographiques, environnementales, hydrauliques...) rattachées à l'AP 2018 DIAMONT, il est décidé de diminuer cette enveloppe.

- AP 2018 DIAMONT : -25 000,00 €

C) Subventions exceptionnelles aux projets structurants :

En Autorisation de programme :

Les travaux rattachés à l'AP 2011 DISUBV sont terminés. Il convient de diminuer l'enveloppe concernée afin de la clôturer.

- AP 2011 DISUBV : -123 254,37 €

D) Programmation pluriannuelle ou annuelle des opérations (travaux)

En Autorisation de programme :

❖ En dépenses

Plusieurs programmes et opérations de travaux de déplacements de réseaux et de modernisation du réseau routier départemental rattachés aux AP 2012, 2015, 2018 DICONNEX, 2012 et 2016 DITRAVNEUF sont terminés. Il convient de dévaloriser les enveloppes concernées afin de les clôturer.

- AP 2012 DICONNEX : -245 144,32 €
- AP 2015 DICONNEX : -416 715,84 €
- AP 2018 DICONNEX : -26 434,36 €
- AP 2012 DITRAVNEUF : -916 784,53 €
- AP 2016 DITRAVNEUF : -34 788,97 €

Compte-tenu de l'état d'avancement des programmes de réalisation des projets de travaux neufs rattachés aux AP 2008, 2010, 2013, 2014, 2015, 2017, 2018 DITRAVNEUF, 2019 et

2020 DIMODERN, il est décidé de diminuer ces enveloppes et de les ajuster aux marchés de travaux.

- AP 2008 DITRAVNEUF : -7 000 000,00 €
- AP 2010 DITRAVNEUF : -6 821 131,95 €
- AP 2013 DITRAVNEUF : -2 000 000,00 €
- AP 2014 DITRAVNEUF : -3 147 986,34 €
- AP 2015 DITRAVNEUF : -3 259 924,14 €
- AP 2017 DITRAVNEUF : -1 622 479,08 €
- AP 2018 DITRAVNEUF : - 5 026 532,02 €
- AP 2019 DIMODERN : - 1 800 000,00 €
- AP 2020 DIMODERN : -502 225,10 €

❖ En recettes

Il convient de diminuer l'AP 2011 DITRAVNEUF afin de pouvoir la clôturer comptablement.

- AP 2011 DITRAVNEUF : -345 450,19 €

En recettes d'investissement (crédits gérés en AP) :

Il est décidé de diminuer de 30 000,00 € les crédits inscrits en recettes sur l'AP 2011 DITRAVNEUF afin de solder et de clôturer cette enveloppe qui n'est plus utilisée.

- -30 000,00 € au chapitre 27 fonction 01 nature 27634, AP 2011 DITRAVNEUF

E) Opérations de sécurité (affectation du produit des amendes radars)

En Autorisation de programme :

Les opérations de sécurité rattachées à l'AP 2009 DIRADARS sont terminées. Il convient de diminuer cette enveloppe et de la clôturer comptablement. Les nouvelles opérations de sécurité sont financées à partir de l'enveloppe AP 2020 DIRADARS.

- AP 2009 DIRADARS : - 1 202 865,22 €

En 2022 le nombre de nouvelles opérations d'aménagement de sécurité est en augmentation. Aussi, il convient d'augmenter l'AP 2020 DIRADARS de 700 000,00 € et de la rephaser. Le montant de l'AP est ainsi porté à 4 720 000,00 €.

- AP 2020 DIRADARS : 700 000,00 €

F) Participation aux projets structurants routiers

En Autorisation de programme :

Plusieurs programmes et opérations de travaux rattachés aux AP, 2016 et 2017 DICOM sont terminés. Il convient de diminuer les enveloppes concernées afin de les clôturer.

- AP 2016 DICOM : -491 107,43 €

- AP 2017 DICOM : -2 924 831,44 €

Compte-tenu de l'état d'avancement de plusieurs programmes et opérations de travaux rattachés aux AP 2014 et 2019 DICOM, il convient de les diminuer et de les rephaser.

- AP 2014 DICOM : -18 893,10 €
- AP 2019 DICOM : -210 000,00 €

Enfin, compte-tenu de l'augmentation du nombre de dossiers à engager pour les programmes et opérations de travaux rattachés à l'AP 2020 DICOM, il convient d'augmenter cette enveloppe et de la rephaser. Le montant de l'enveloppe est ainsi porté à 8 000 000,00 €.

- AP 2020 DICOM : 2 000 000,00 €

II) EXPLOITER, ENTRETENIR ET GERER LE PATRIMOINE ROUTIER

A) Pilotage du programme pluriannuel de grosses réparations du réseau routier (5 050 000,00 €)

En Autorisation de programme :

Plusieurs programmes de travaux de grosses réparations chaussées et ouvrages d'art rattachés à l'AP 2012 DIGROSSREP sont terminés. Il convient de diminuer cette enveloppe et de la clôturer comptablement.

- AP 2012 DIGROSSREP : - 827 923,97 €

Il est par ailleurs décidé de diminuer et de clôturer l'AP 2014 DIINTEMPER pour les travaux réalisés suite aux dégâts d'intempéries de 2014.

- AP 2014 DIINTEMPER : - 937 837,65 €

Compte-tenu de l'état d'avancement de plusieurs opérations de travaux de grosses réparations des chaussées et ouvrages d'art rattachées aux AP 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, et 2020 DIGROSSREP, il convient de diminuer ces enveloppes et de les rephaser.

- AP 2013 DIGROSSREP : -805 134,47 €
- AP 2014 DIGROSSREP : -18 835,61 €
- AP 2015 DIGROSSREP : -347 145,61 €
- AP 2016 DIGROSSREP : -500 000,00 €
- AP 2017 DIGROSSREP : -548 666,17 €
- AP 2018 DIGROSSREP : -348 300,00 €
- AP 2020 DIGROSSREP : -50 000,00 €

En dépenses d'investissement (crédits gérés en AP) :

Il est décidé d'inscrire des crédits de paiement supplémentaires d'un montant total de 5 050 000,00 € sur les AP 2019 DIGROSSREP et 2022 DIGROSSREP afin d'engager un programme complémentaire de travaux sur les chaussées et les ouvrages d'art du réseau routier départemental.

- **50 000,00 €** au chapitre 45819-fonction 01-nature 458119, AP 2019 DIGROSSREP
- **5 000 000,00 €** au chapitre 23-fonction 621-nature 23151, AP 2022 DIGROSSREP

B) Acquisitions et ventes de matériel (1 435 000,00 €)

En Autorisation de programme :

Il est décidé d'augmenter l'AP 2020 DIMATPARC de 500 000,00 € et de la rephaser afin d'engager le renouvellement des véhicules nécessaires pour les activités de la régie routière départementale. Le montant de l'enveloppe est ainsi porté à 6 900 000,00 €.

- AP 2020 DIMATPARC : 500 000,00 €

En dépenses d'investissement (crédits gérés en AP) :

Il est décidé d'inscrire des crédits de paiement supplémentaires d'un montant total de 1 435 000,00 € sur les AP 2019 DIMATPARC et 2020 DIMATPARC afin d'honorer les dépenses pour l'achat d'un nouveau bibliobus départemental ainsi que l'achat de véhicule et de matériel nécessaires à l'exploitation en régie du réseau routier.

- **35 000,00 €** au chapitre 21-fonction 621-nature 2157, AP 2019 DIMATPARC
- **280 000,00 €** au chapitre 21-fonction 313-nature 2182, AP 2020 DIMATPARC
- **1 120 000,00 €** au chapitre 21-fonction 621-nature 2157, AP 2020 DIMATPARC

C) Pilotage de la mise en œuvre des programmes annuels d'entretien du réseau routier (-2 904,00 €)

En dépenses de fonctionnement :

Il est décidé de diminuer de 2 904,00 € les crédits liés aux dépenses d'entretien du réseau routier affectés aux Unités Territoriales afin de financer des frais liés aux acquisitions foncières.

- **-2 904,00 €** au chapitre 011-fonction 621-nature 615231

D) Etudes et travaux de construction de bâtiments Régie Routière

En Autorisation de programme :

Afin de tenir compte du coût du programme de mise en œuvre du nouveau maillage territorial (intégration d'un nouveau projet mutualisé avec le SDIS à Bagard), il est décidé d'augmenter de l'AP 2018 BREGIROUTE et de la rephaser. Le montant de l'AP est ainsi porté à 15 000 000,00 €.

- AP 2018 BREGIROUTE : 2 000 000,00 €

III) MODERNISER ET SECURISER LES DEPLACEMENTS QUOTIDIENS

En Autorisation de programme :

Dans le cadre du PPI de la ville de Nîmes, le financement des travaux de reconstruction et de recalibrage des cadereaux qui interceptent la voirie départementale sont terminés. Aussi il convient de dévaloriser cette enveloppe et de la clôturer comptablement.

➤ AP 2013 DICADEREAU : -711 411,78 €

La mise en œuvre du contrat de plan Etat Région 2014-2020 arrive à son terme. Aussi compte-tenu de l'état d'avancement des opérations financées, il convient de réajuster AP 2014 DICPER et de la rephaser.

➤ AP 2014 DICPER : -7 000 000,00 €

IV) CREER UN RESEAU D'ITINERAIRES CYCLABLES STRUCTURANT LE TERRITOIRE DEPARTEMENTAL

En Autorisation de programme :

Compte-tenu de l'état d'avancement de plusieurs programmes et opérations de travaux d'aménagement cyclables rattachés aux AP 2014 DIPISTES, 2018 DIPISTES, 2019 DIDOUX et 2020 DIDOUX, il convient de les diminuer et de les rephaser.

➤ AP 2014 DIPISTES : -2 267 823,65 €

➤ AP 2018 DIPISTES : -4 897 085,56 €

➤ AP 2019 DIDOUX : -1 921 434,57 €

➤ AP 2020 DIDOUX : -110 000,00 €

En conclusion :

En crédits de paiement, le tableau ci-dessous résume les propositions formulées par la Direction de la mobilité et des routes :

SECTION	DEPENSES	RECETTES
INVESTISSEMENT	6 485 000,00	-30 000,00
FONCTIONNEMENT	0,00	0,00
TOTAL	6 485 000,00	-30 000,00

Les tableaux annexés ci-après récapitulent par prestation les crédits gérés par la Direction de la Mobilité et des Routes.

Dépenses

Année	Code	Libellé	AP avant étape	Révision	Montant de l'AP	Crédits de paiement N	Crédits de paiement > N
2008	DITRAVNEUF	OPERATIONS DE TRAVAUX ROUTIERS NEUFS PROGRAMME 2008	18 200 000,00	-7 000 000,00	11 200 000,00	50 500,00	129 675,01
2009	DIRADARS	OPERATIONS DE SECURITE PRODUITS AMENDES / RADARS	3 928 671,00	-1 202 865,22	2 725 805,78	0,00	0,00
2010	DITRAVNEUF	OPERATIONS DE TRAVAUX ROUTIERS NEUFS PROGRAMME 2010	17 002 699,36	-6 821 131,95	10 181 567,41	0,00	256 698,25
2011	DISUBV	ROUTES SUBVENTIONS PROGRAMME 2011	185 000,00	-123 254,37	61 745,63	0,00	0,00
2012	DICONNEX	DEPLACEMENT DE RESEAUX POUR TRAVAUX ROUTIERS PROGRAMME 2012	300 000,00	-245 144,32	54 855,68	0,00	0,00
2012	DIETUDES	ETUDES PLURIANNUELLES DE FONCTIONNEMENT	250 000,00	-112 083,14	137 916,86	0,00	0,00
2012	DIGROSSREP	GROSSES REPARATIONS SUR LE RESEAU ROUTIER	17 600 000,00	-827 923,97	16 772 076,03	0,00	0,00
2012	DITRAVNEUF	OPERATIONS DE TRAVAUX ROUTIERS NEUFS PROGRAMME 2012	3 000 000,00	-916 784,53	2 083 215,47	0,00	0,00
2013	DICADEREAU	PROGRAMME CADEREAU PREVENTION INONDATIONS	3 265 000,00	-711 411,78	2 553 588,22	0,00	0,00
2013	DIGROSSREP	GROSSES REPARATIONS SUR LE RESEAU ROUTIERPROGRAMME 2013	18 500 000,00	-805 134,47	17 694 865,53	0,00	323 490,08
2013	DITRAVNEUF	OPERATIONS DE TRAVAUX ROUTIERS NEUFSPROGRAMME 2013	8 823 469,11	-2 000 000,00	6 823 469,11	0,00	584 729,91
2014	DICOM	ROUTES TRAVAUX EN CO-MAITRISE D'OUVRAGE	6 054 784,25	-18 893,10	6 035 891,15	0,00	532 562,65
2014	DICPER	CONTRAT DE PLAN ETAT REGION 2014-2020	15 315 000,00	-7 000 000,00	8 315 000,00	3 008 000,00	4 367 973,54
2014	DIGROSSREP	GROSSES REPARATIONS DU RESEAU ROUTIER PROGRAMME 2014	22 284 000,00	-18 835,61	22 265 164,39	0,00	1 370 018,47
2014	DIINTEMPER	TRAVAUX SUITE AUX DEGATS D'INTEMPERIES	8 270 564,00	-937 837,65	7 332 726,35	0,00	0,00
2014	DIPISTES	TRAVAUX ROUTIERS PISTES CYCLABLES PROGRAMME 2014	8 000 000,00	-2 267 823,65	5 732 176,35	0,00	387 954,18
2014	DITRAVNEUF	OPERATIONS DE TRAVAUX ROUTIERS NEUFS PROGRAMME 2014	10 000 000,00	-3 147 986,34	6 852 013,66	0,00	383 843,96
2015	DICONNEX	AMENAGEMENTS CONNEXES DEPLACEMENT DE RESEAUX	500 000,00	-416 715,84	83 284,16	0,00	0,00
2015	DIGROSSREP	TRAVAUX DE GROSSES REPARATIONS DU RESEAU ROUTIER	20 340 000,00	-347 145,61	19 992 854,39	0,00	1 266 705,67
2015	DITRAVNEUF	PROGRAMMATION PLURIANNUELLE/ANNUELLE DES OPERATIONSTRAVAUX NEUFS	9 950 000,00	-3 259 924,14	6 690 075,86	8 000,00	320 280,59
2016	DICOM	CONTRIBUTIONS AUX COMMUNES POUR TRAVAUX TRAVERSEES AGGLO	4 654 947,24	-491 107,43	4 163 839,81	0,00	0,00
2016	DIGROSSREP	TRAVAUX DE GROSSES REPARATIONS DU RESEAU ROUTIER	19 800 000,00	-500 000,00	19 300 000,00	0,00	688 494,66

Dépenses

Année	Code	Libellé	AP avant étape	Révision	Montant de l'AP	Crédits de paiement N	Crédits de paiement > N
2016	DITRAVNEUF	TRAVAUX NEUFS	50 000,00	-34 788,97	15 211,03	0,00	0,00
2017	DICOM	CONTRIBUTIONS AUX COMMUNES POUR TRAVAUX TRAVERSEES AGGLO	5 468 407,07	-2 924 831,44	2 543 575,63	0,00	0,00
2017	DIGROSSREP	GROSSES REPARATIONS	18 000 000,00	-548 666,17	17 451 333,83	0,00	774 767,03
2017	DITRAVNEUF	TRAVAUX NEUFS	14 600 000,00	-1 622 479,08	12 977 520,92	23 000,00	44 706,05
2018	BREGIROUTE	MODERNISATION ET PERENISATION DE LA REGIE ROUTIERE CONCERNANT LA CONSTRUCTION RESTRUCTURATION REHABILITATION	13 000 000,00	2 000 000,00	15 000 000,00	2 192 526,00	11 240 865,86
2018	DIAMONT	ETUDES PRELIMINAIRES	500 000,00	-25 000,00	475 000,00	0,00	101 777,55
2018	DICONNEX	TRAVAUX CONNEXES	200 000,00	-26 434,26	173 565,74	0,00	0,00
2018	DIGROSSREP	GROSSES REPARATIONS	25 000 000,00	-348 300,00	24 651 700,00	0,00	568 391,06
2018	DIPISTES	PISTES CYCLABLES	6 600 000,00	-4 897 085,56	1 702 914,44	0,00	91 383,75
2018	DITRAVNEUF	TRAVAUX NEUFS	6 000 000,00	-5 026 532,02	973 467,98	0,00	68 348,12
2019	DICOM	PARTICIPATION AUX PROJETS STRUCTURANTS	4 000 000,00	-210 000,00	3 790 000,00	200 000,00	1 785 057,29
2019	DIDOUX	TRAVAUX NEUFS CYCLABLES	7 000 000,00	-1 921 434,57	5 078 565,43	5 000,00	570 637,75
2019	DIMODERN	TRAVAUX NEUFS ROUTIERS	6 000 000,00	-1 800 000,00	4 200 000,00	103 780,00	1 704 359,42
2020	DICOM	PARTICIPATION AUX PROJETS STRUCTURANTS	6 000 000,00	2 000 000,00	8 000 000,00	1 020 000,00	6 728 473,27
2020	DIDOUX	TRAVAUX NEUFS CYCLABLES	6 000 000,00	-110 000,00	5 890 000,00	200 000,00	1 644 357,85
2020	DIGROSSREP	GROSSES REPARATIONS	45 000 000,00	-50 000,00	44 950 000,00	2 334 000,00	11 914 931,30
2020	DIMATPARC	ROUTES - MATERIELS	6 400 000,00	500 000,00	6 900 000,00	2 779 629,32	2 969 135,43
2020	DIMODERN	TRAVAUX NEUFS ROUTIERS	10 000 000,00	-502 225,10	9 497 774,90	546 230,00	7 447 317,26
2020	DIRADARS	OPERATIONS DE SECURITE	3 570 000,00	700 000,00	4 270 000,00	1 622 000,00	1 152 660,64

Recettes

Année	Code	Libellé	AP avant étape	Révision	Montant de l'AP	Crédits de paiement N	Crédits de paiement > N
2011	DITRAVNEUF	OPERATIONS DE TRAVAUX ROUTIERS NEUFS PROGRAMME 2011	507 687,80	-345 450,19	162 237,61	0,00	0,00

Service S0050 DMR - POLE INGENIERIE FINANCIERE ET PROGRAMMATION

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Investissement	
				Année	Code	Dépenses	Recettes
Acquisition vente de matériel	21	313	2182	2020	DIMATPARC	280 000,00	
	21	621	2157	2019	DIMATPARC	35 000,00	
	21	621	2157	2020	DIMATPARC	1 120 000,00	
Prestation						1 435 000,00	
Pilotage du programme pluriannuel de grosses réparations	23	621	23151	2022	DIGROSSREP	5 000 000,00	
	45819	01	458119	2019	DIGROSSREP	50 000,00	
Prestation						5 050 000,00	
Programmation pluriannuelle ou annuelle des opérations (travaux)	27	01	27634	2011	DITRAVNEUF		-30 000,00
Prestation							-30 000,00
Totaux						6 485 000,00	-30 000,00

Service S0154 DTER- SERVICE SOUTIEN OPERATIONNEL

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement
				Année	Code	Dépenses
Pilotage de la mise en oeuvre des programmes annuels d'entretien du réseau routier	011	621	615231			-2 904,00
Prestation						-2 904,00
Totaux						-2 904,00

Service S0163 DMR - SERVICE INGENIERIE FONCIERE ET PROCEDURE

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement
				Année	Code	Dépenses
Acquisitions et cessions foncières (routes)	65	628	6568			2 904,00
Prestation						2 904,00
Totaux						2 904,00

COMMISSION SOLIDARITES SOCIALES

DIRECTION DE L'AUTONOMIE DES PERSONNES

I) APA ET POLITIQUE DE MAINTIEN A DOMICILE

En dépenses de fonctionnement, il est décidé les réajustements suivants :

A) Allocation d'aides individuelles

Proposition DM1

+ 1 245 000,00 €

Afin de financer l'allocation personnalisée d'autonomie à domicile (APAD), il est décidé d'inscrire des crédits complémentaires, qui se déclinent de la manière suivante :

- Régularisation des dotations de 2021 en faveur des prestataires sous contrat pluriannuels d'objectif et de moyens (CPOM) pour suractivité : 945 000,00 €
- Augmentation de crédits à hauteur de 300 000,00 € compte tenu de l'activité constatée depuis le début de l'année

B) Subventions pour des actions de modernisation des services d'aide à domicile

Proposition DM1

+ 52 440,00 €

Il convient de réinscrire les crédits engagés en 2021 sur les marchés « plateforme participative et design social » et dont les prestations n'ont pas été réalisées sur l'exercice.

II) AIDE SOCIALE AUX PERSONNES AGEES ET RECOURS

En dépenses de fonctionnement, il est décidé les modifications suivantes :

A) Allocations d'aides individuelles à l'hébergement pour personnes âgées – hors APAE

Proposition DM1 :

+ 1 500 000,00 €

Il est décidé d'ajuster le montant de cette allocation en raison de l'accroissement du nombre de résidents : 550 000,00 €.

La mise en œuvre de la 2^{ème} phase du paiement différentiel nécessite également une augmentation de crédits de 450 000,00 €.

Enfin, 500 000,00 € sont également prévus dans le cadre de la fin de la convention de direction commune des EHPAD Sommières Calvisson Corconne et Quissac.

Cette demande d'augmentation de crédit pour l'aide sociale à l'hébergement en faveur des EHPAD est liée aux difficultés économiques auxquelles font face les gardois en perte d'autonomie pour s'acquitter des coûts de prise en charge en établissement.

B) Accords dits LAFORCADE Ségur 2 PA

Proposition DM1 :

+ 1 000 000,00 €

Cette proposition résulte de la revalorisation salariale destinée aux professionnels de la filière socio-éducative.

Cette revalorisation sera due à compter du mois d'avril 2022 et devra être versée au plus tard en juin (avec versement rétroactif au titre des mois dus à compter d'avril) par les employeurs du secteur non – lucratif.

En recettes de fonctionnement, il est décidé les modifications suivantes :

C) Récupération des créances d'aide sociale

Proposition DM1 :

+ 500 000,00 €

Un travail d'émission des titres de recettes pour successions vacantes va être entamé par la Direction impliquant un réajustement des recettes à hauteur de 500 000,00 €.

III) DIRECTION ADJOINTE AUTONOMIE DES PERSONNES

A) Compensation du surcout lié à l'application de l'avenant 43 des services d'aides et d'accompagnement à domicile (SAAD) de la branche de l'aide à domicile

En recettes de fonctionnement, il est décidé les modifications suivantes :

La prise en charge par le Conseil départemental de la revalorisation salariale des employés des SAAD, liée à l'avenant 43, entraîne une augmentation des tarifs des services ménagers. Par conséquent, le poste budgétaire relatif aux services ménagers doit être augmenté.

- | | |
|--|-----------------------|
| • Chapitre 016, fonction 551, nature 747811 - APAD | 1 400 000,00 € |
| • Chapitre 74, fonction 52, nature 747812 – PCH | 500 000,00 € |
| • Chapitre 74, fonction 558, nature 747818 – Aide-ménagère | 100 000,00 € |

B) Financement des actions individuelles et collectives de prévention de la perte d'autonomie

En dépenses de fonctionnement, il est décidé les modifications suivantes :

Proposition DM1 : **+ 3 600,00 €**

En section de fonctionnement, il convient de réinscrire les crédits qui engagés en 2021 pour le marché accompagnement diagnostic, mais dont les prestations n'ont pas été réalisées sur l'exercice.

C) Subventions à divers organismes partenaires

Proposition DM1 : **+ 800 000,00 €**

- Subventions aux associations pour personnes handicapées : 200 000,00 €
- Subventions aux associations pour personnes âgées : 600 000,00 €

IV) Compensation du handicap

En dépenses de fonctionnement il est décidé les réajustements suivants :

A) Allocations d'aides individuelles à l'hébergement pour personnes handicapées

Proposition DM1 : **+ 1 000 000,00 €**

Il est décidé une hausse des crédits de 500 000,00€ afin de pouvoir prendre en compte l'augmentation de +1% figurant dans le Rapport d'Orientation Budgétaire en faveur des établissements et services médico-sociaux (ESMS) du secteur du handicap.

Il convient également d'ajuster les crédits au vu des consommations constatées. Le besoin s'élève à 500 000,00 €.

B) Prestation de compensation du handicap

Proposition DM1 : **+ 1 700 000,00 €**

Cette proposition a été évaluée de la manière suivante :

- + 1 300 000,00€ afin de prendre en compte l'impact tarifaire de + 17 % pour les CPOM 1 et + 24 % du tarif horaire national prestataire, à activité équivalente 2021
- + 400 000,00 € en raison de l'augmentation constante du nombre de bénéficiaires.

C) Accords dits LAFORCADE Ségur 2 PH

Proposition DM1 :

+ 1 000 000,00 €

Cette proposition résulte de la revalorisation salariale destinée aux professionnels de la filière socio-éducative,

Cette revalorisation sera due à compter du mois d'avril 2022 et devra être versée au plus tard en juin (avec versement rétroactif au titre des mois dus à compter d'avril) par les employeurs du secteur non – lucratif.

V) GESTION DU GIP ET MODES D'ACCUEIL ALTERNATIFS

Formation des accueillants PA-PH

Proposition DM1 :

+ 3 000,00 €

Au vu de la consommation constatée depuis le début de l'année il est décidé une augmentation des frais de déplacements à hauteur de 3 000,00 € en faveur des accueillants familiaux PA-PH.

VI) GESTION DES ETABLISSEMENTS SOCIAUX ET MEDICO-SOCIAUX PERSONNES AGEES ET HANDICAPEES

En dépenses d'investissement, il est décidé les rajustements suivants :

Subventions d'investissement pour la construction ou la réhabilitation des établissements

Afin de prendre en compte les besoins pour l'exercice budgétaire de 2022, il est décidé à budget constant d'ajuster les crédits de la manière suivante

- **-50 246,88 €** au chapitre 204, fonction 538, nature 2041781, AP 2020 SOLIDARITE
- **+50 246,88 €** au chapitre 204, fonction 538, nature 20422 AP 2020 SOLIDARITE

Il est également décidé de réduire les AP suivantes :

- 2018 SOLIDARITE de 326 000,00 €
- 2019 SOLIDARITE de 150 000,00 €
- 2020 SOLIDARITE de 50 246,88 €
- 2021 SOLIDARITE de 62,27 €

Les tableaux annexés ci-après récapitulent par prestation les crédits gérés par la Direction l'Autonomie des Personnes.

Dépenses

Année	Code	Libellé	AP avant étape	Révision	Montant de l'AP	Crédits de paiement N	Crédits de paiement > N
2018	SOLIDARITE	MAINTIEN A DOMICILE ET HEBERGEMENT DES PERSONNES AGEES	4 108 253,26	-326 000,00	3 782 253,26	450 359,61	101 517,82
2019	SOLIDARITE	MAINTIEN A DOMICILE ET HEBERGEMENT DES PERSONNES AGEES	3 635 902,19	-150 000,00	3 485 902,19	1 100 000,00	1 575 008,59
2020	SOLIDARITE	MAINTIEN A DOMICILE ET HEBERGEMENT DES PERSONNES AGEES	2 325 833,00	-50 246,88	2 275 586,12	900 000,00	720 430,78
2021	SOLIDARITE	MAINTIEN A DOMICILE ET HEBERGEMENT DES PERSONNES AGEES	2 830 179,00	-62,27	2 830 116,73	766 529,91	1 962 786,88

Service S0047 DAUT - SERVICE APA ET POLITIQUE MAINTIEN A DOMICILE

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement
				Année	Code	Dépenses
Allocation d'aides individuelles (APAD)	016	551	6511411			1 245 000,00
Prestation						1 245 000,00
Subventions pour des actions de modernisation des services d'aide à domicile	011	58	62268			52 440,00
Prestation						52 440,00
Totaux						1 297 440,00

Service S0145 DAUT - SERVICE GESTION DES ETS SOCIAUX ET MS PA PH

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Investissement
				Année	Code	Dépenses
Subventions d'investissement pour la construction ou la réhabilitation des établissements PA	204	538	2041781	2 020	SOLIDARITE	-50 246,88
	204	538	20422	2 020	SOLIDARITE	50 246,88
Prestation						0,00
Totaux						0,00

Service S0146 DAUT - DIRECTION DE L'AUTONOMIE ET DES PERSONNES

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement	
				Année	Code	Dépenses	Recettes
Compensation du surcout lié à l'application de l'avenant 43 de la branche de l'aide à domicile pour les SAAD non couverts par des CPOM	016	551	747811				1 400 000,00
	74	52	747812				500 000,00
	74	538	747818				100 000,00
Prestation							2 000 000,00
Financement des actions individuelles et collectives de prévention de la perte d'autonomie	011	532	6228			3 600,00	
Prestation						3 600,00	
Subventions à divers organismes partenaires	65	52	6574			200 000,00	
	65	538	6574			600 000,00	
Prestation						800 000,00	
Totaux						803 600,00	2 000 000,00

Service S0186 DAUT - SERVICE COMPENSATION DU HANDICAP

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement
				Année	Code	Dépenses
Accords dits LAFORCADE Ségur 2PH	65	52	65242			1 000 000,00
Prestation						1 000 000,00
Allocations d'aides individuelles à l'hébergement PH et Services	65	52	65242			1 000 000,00
Prestation						1 000 000,00
Prestation de Compensation du Handicap	65	52	6511211			1 700 000,00
Prestation						1 700 000,00
Totaux						3 700 000,00

Service S0187 DAUT - SERVICE AIDE SOCIALE

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement	
				Année	Code	Dépenses	Recettes
Accords dits LAFORCADE Ségur 2PA	65	538	65243			1 000 000,00	
Prestation						1 000 000,00	
Allocation d'aides individuelles à l'hébergement PA (HORS APAE)	65	538	65243			1 500 000,00	
Prestation						1 500 000,00	
Récupération des créances d'aide sociale	75	52	7513				500 000,00
Prestation							500 000,00
Totaux						2 500 000,00	500 000,00

Service S0204 DAUT - MISSION SOUTIEN AU GIP ET MODE D'ACCUEILS ALTERNATIFS

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement
				Année	Code	Dépenses
Formation des accueillants PA-PH	011	50	62878			3 000,00
Prestation						3 000,00
Totaux						3 000,00

DIRECTION DE L'ANIMATION DU DEVELOPPEMENT SOCIAL DES TERRITOIRES

Les propositions budgétaires affectées à la Direction de l'Animation et du Développement des Territoires se présentent comme suit

I) COORDINATION DE L'ACTION SOCIALE

Il s'agit de développer les politiques d'accompagnement social et d'accès aux droits afin d'aider les familles les plus fragiles.

Les réajustements suivants en dépenses de fonctionnement sont nécessaires

A) Subventions dans le domaine de la santé et de l'accès aux soins

Proposition DM1 : + 39 466,00 €

Il s'agit d'un transfert de crédits entre services de la direction, sans incidence sur l'équilibre budgétaire.

B) Subventions de fonctionnement dans le champ de l'action sociale

Proposition DM1 : + 45 000,00 €

Durant la crise sanitaire certains organismes se sont engagées au bénéfice des plus fragiles. Afin de prendre en compte les demandes de subventions des structures intervenant dans les domaines de l'aide alimentaire, de la lutte contre l'isolement et le soutien éducatif, il est décidé une augmentation des crédits à hauteur de 45 000,00 €.

II) LOGEMENT

En section de fonctionnement, il est nécessaire en dépenses de réajuster les crédits.

Subventions de fonctionnement dans le champ du FSL

Proposition DM1 : + 500 000,00 €

Le logement est le premier frein à l'insertion sociale et professionnelle des publics en difficultés. La politique départementale en faveur du logement sera donc au cœur du futur

Schéma départemental des solidarités sociales. Fort de ces ambitions, et afin de mettre en cohérence l'ensemble des interventions en matière de logement, le Conseil départemental du Gard travaille à la constitution d'une Agence Départementale de l'Habitat et du Logement.

Cette structure reprendrait tout ou partie des activités portées par l'Association pour le Logement dans le Gard. Par ailleurs, la création de l'Agence pourrait avoir des effets sur les équilibres financiers des associations engagées dans les accompagnements vers le Logement. Afin de compenser les effets que la création pourrait avoir sur ces acteurs associatifs, il est décidé une augmentation de crédits à hauteur de 500 000,00 €.

III) INSERTION

Les mouvements proposés sont présentés ci-dessous :

A) Gestion du fonds « Service Public de l'Insertion et de l'Emploi »

Compte-tenu de son implication en matière d'insertion et sociale et professionnelle et de son engagement dans la stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté. Le Conseil départemental a présenté sa candidature à l'Appel à Manifestation d'Intérêts Service Public de l'Insertion et de l'Emploi (SPIE). L'objectif est d'offrir de nouvelles offres de services pouvant concourir à l'amélioration de la prise en charge des personnes en difficultés d'insertion et faire de la reprise de l'activité professionnelle des personnes les plus éloignées de l'emploi, l'objectif principal de tout parcours d'insertion.

Suite à sa sélection, l'Assemblée départementale a voté le 22 avril 2022, la convention de financement du SPIE.

Afin de pouvoir engager ces dépenses et percevoir les recettes sur la durée du projet (2022-2023), il est décidé la création d'une Autorisation d'Engagement, 2022-SPIE d'une durée de 3 ans et d'un montant de 476 000,00 € en recettes et de 317 334,00 € en dépenses.

Concernant les crédits de paiement, pour l'exercice 2022, il est décidé d'inscrire en dépenses de fonctionnement **158 667,00 €** au chapitre 017, fonction 564, nature 611, AE 2022 SPIE et d'inscrire en recettes de fonctionnement **285 600,00 €** au chapitre 017, fonction 564, nature 74718, AE 2022 SPIE.

B) Plan de lutte contre la pauvreté

Proposition DM1 :

- 8 000,00 €

Il est décidé en dépenses de fonctionnement d'ajuster les crédits entre les chapitres afin de se conformer aux besoins 2022, tels qu'ils ont été validés par les services de l'Etat.

+218 000,00 € imputation 017-564-6574

-226 000,00 € imputation 65-58-6574

C) Subventions pour des actions favorisant l'insertion par l'activité économique non marchande

Afin de tenir compte des besoins 2022, il est décidé à budget constant d'ajuster les crédits en dépenses de fonctionnement. Il est également décidé de diminuer l'AE 2019-IAECHANTIE de 40 915,00€.

D) Participation aux CDDI

Proposition DM1 : **+ 65 720,00 €**

Le Conseil départemental subventionne le fonctionnement des Ateliers et Chantiers d'Insertion, qui recrutent majoritairement des BRSA (70%) et également des jeunes. Les crédits sont destinés à soutenir les 53 postes dédiés au recrutement des jeunes. Le nombre de poste est fixé par le Département en lien avec l'Etat et contractualisé dans la convention d'objectif et de moyen (CAOM).

Ces trois dernières années, cette prestation a été financée dans le cadre du plan de lutte contre la pauvreté. Malgré une diminution en 2022 des aides versées par l'Etat, le Département a choisi de maintenir cette prestation sur les fonds de droit commun.

E) Financement des emplois du secteur non marchand (CAOM)

Proposition DM1 : **+ 141 000,00 €**

Les dispositifs des contrats aidés (CUI CIE, CUI CAE et EAV) à l'initiative de l'Etat ont cessé. Les conventions de mandat sur ces dispositifs stoppent progressivement leurs effets, il convient donc de récupérer les soldes de trésorerie. Il est décidé d'inscrire en recettes de fonctionnement 141 000,00 €.

F) Subventions pour des actions d'insertion et d'accompagnement

Proposition DM1 : **- 39 466,00 €**

Il s'agit d'un transfert de crédits en section de fonctionnement entre les services de la DADST, sans incidence financière.

G) Subvention de fonctionnement dans le domaine de l'insertion (Compensation exceptionnelle Fonds Social Européen)

Proposition DM1 : **+ 530 000,00 €**

Le Conseil départemental est organisme intermédiaire dans la mise en œuvre du Fonds Social Européen. A ce titre, il finance annuellement des structures porteuses d'actions d'insertion. L'actuelle période de programmation du Fonds Social Européen (2014-2021) s'achève. La nouvelle période de programmation du Fonds Social Européen + (2022-2027)

n'a pas encore démarré. Ce retard de mise en œuvre est lié à un accord tardif des Etats membres de l'Union européenne sur les perspectives financières pluriannuelles.

Afin de parer à une baisse temporaire des crédits du Fonds Social Européen et pour ne pas pénaliser les structures qui bénéficient habituellement de ce fonds, il est décidé de mobiliser des crédits d'insertion pour compenser pour 2022 l'apport du Fonds social Européen.

Dans cette perspective, Il est décidé d'ajuster les crédits de fonctionnement pour tenir compte des besoins de 2022.

Les tableaux annexés ci-après récapitulent par prestation les crédits gérés par la Direction de l'Animation et du Développement des Territoires.

Dépenses

Année	Code	Libellé	AP avant étape	Révision	Montant de l'AP	Crédits de paiement N	Crédits de paiement > N
2019	IAECHANTIE	FINANCEMENT DES CHANTIERS D'INSERTION	2 364 636,00	-40 915,00	2 323 721,00	35 500,00	0,00
2022	SPIE	SERVICE PUBLIC DE L'INSERTION ET DE L'EMPLOI (2022-2024)		317 334,00	317 334,00	158 667,00	158 667,00

Recettes

Année	Code	Libellé	AP avant étape	Révision	Montant de l'AP	Crédits de paiement N	Crédits de paiement > N
2022	SPIE	SERVICE PUBLIC DE L'INSERTION ET DE L'EMPLOI (2022-2024)		476 000,00	476 000,00	285 600,00	190 400,00

Service S0039 DADST - SERVICE LOGEMENT

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement
				Année	Code	Dépenses
Subvention de fonctionnement dans le champ du FSL	65	72	6574			500 000,00
Prestation						500 000,00
Totaux						500 000,00

Service S0124 DADST - SERVICE INSERTION

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement	
				Année	Code	Dépenses	Recettes
Financement des emplois du secteur non marchand (CAOM)	017	564	7588				141 000,00
Prestation							141 000,00
Gestion du fonds "Service Public de l'insertion et de l'Emploi	017	564	611	2022	SPIE	158 667,00	
	017	564	74718	2022	SPIE		285 600,00
Prestation						158 667,00	285 600,00
Participation volontaire départementale aux salaires des CDDI (IAE non marchand)	65	58	65661			65 720,00	
Prestation						65 720,00	
Plan d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi	017	564	6574			218 000,00	
	65	58	6574			-226 000,00	
Prestation						-8 000,00	
Subvention de fonctionnement dans le domaine de l'insertion	65	58	6574			530 000,00	
Prestation						530 000,00	
Subventions pour des actions d'insertion et d'accompagnement (AIA)-Ordinaires	017	564	6574			-39 466,00	
Prestation						-39 466,00	
Subventions pour des actions favorisant l'insertion par l'activité économique non marchande (Ateliers, chantiers d'insertion, ACI)	017	564	65734	2019	IAECHANTIE	6 500,00	
	017	564	65734	2022	IAECHANTIE	-6 499,50	
	017	564	65737	2 022	IAECHANTIE	-32 024,25	
	017	564	6574			29 710,00	
	017	564	6574	2019	IAECHANTIE	16 000,01	
	017	564	6574	2 022	IAECHANTIE	-13 686,26	
Prestation						0,00	
Totaux						706 921,00	426 600,00

Service S0260 DADST - SERVICE COORDINATION DE L'ACTION SOCIALE

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement
				Année	Code	Dépenses
Subventions à des structures oeuvrant dans le domaine de la santé et de l'accès aux soins	65	42	6574			39 466,00
Prestation						39 466,00
Subventions de fonctionnement dans le champ de l'action sociale	65	58	6574			45 000,00
Prestation						45 000,00
Totaux						84 466,00

DIRECTION APPUI DE LA DIRECTION GENERALE ADJOINTE DES SOLIDARITES

COORDINATION ACHATS PUBLICS ET ASSEMBLEES

❖ En section d'investissement

Prestation de Compensation du Handicap (PCH)

Proposition DM1 : **+ 10 000,00 €**

Dans le cadre du "vivre chez soi", il est décidé d'acquérir du matériel permettant aux ergothérapeutes des STA de disposer d'un kit d'aides techniques pour réaliser des essais en situation chez les personnes en perte d'autonomie.

Ces essais contribueront à une bonne orientation dans les choix des aides techniques qui seront proposées dans les plans PCH.

❖ En section de fonctionnement

A) Fonctionnement de la structure

Proposition DM1 : **+ 214 700,00 €**

L'inscription de 92 000,00 € apparaît nécessaire pour mener à bien la réflexion sur le schéma des Solidarités.

+120 000,00 € pour financer des prestations de sécurité ponctuelles ou durables auprès de certains CMS

Suite à inondation d'un CMS, il convient de désinfecter et de numériser environ 50 dossiers relevant de l'Aide Sociale à l'Enfance, les crédits nécessaires s'élèvent 2 700,00 €.

B) Supervisions pour les équipes du secteur social

Proposition DM1 : **+ 47 000,00 €**

Les crédits inscrits en dépenses de fonctionnement permettent de répondre aux besoins d'accompagnement des équipes confrontées à des situations de plus en plus difficiles à gérer, en raison de la montée croissante de la précarité et de la violence, et des répercussions de la crise sanitaire de la COVID-19.

Le tableau annexé ci-après récapitule par prestation les crédits gérés par la Direction Appui de la DGADS.

Service S0118 DAP - SERVICE COORDINATION FINANCIERE

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement	Investissement
				Année	Code	Dépenses	Dépenses
Fonctionnement de la structure	011	50	6228			92 000,00	
	011	50	6282			120 000,00	
	011	51	6228			2 700,00	
Prestation						214 700,00	
Prestation de Compensation du Handicap	21	553	2188				10 000,00
Prestation							10 000,00
Supervisions pour les équipes du secteur social	011	50	6228			47 000,00	
Prestation						47 000,00	
Totaux						261 700,00	10 000,00

DIRECTION DE L'ENFANCE ET DE LA PETITE ENFANCE

Année charnière de mise en œuvre du schéma unique des solidarités sociales, les crédits inscrits doivent permettre de répondre à deux enjeux :

- l'urgence de répondre à la saturation de l'offre d'accueil pour les enfants confiés à l'Aide sociale à l'enfance ;
- la poursuite de la contractualisation sur la stratégie nationale de prévention et de protection de l'enfance qui permet à la fois de renforcer des actions de prévention portées par la Protection Maternelle et Infantile et d'améliorer la protection des enfants de l'ASE.

Dans le cadre de ses missions obligatoires de PMI et de protection de l'enfance, il s'agit de poursuivre les missions dans la continuité des années précédentes en attente de la concrétisation des réflexions du nouveau schéma.

Enfin, dans le courant de l'année 2022, deux lois sont attendues, ces dernières pourraient avoir des impacts sur l'exercice budgétaire, il s'agit d'une nouvelle loi de protection de l'enfance et d'une réforme concernant l'adoption.

Les propositions budgétaires concernant la Direction de l'Enfance et de la Petite Enfance se présentent comme suit :

I) DIRECTION ADJOINTE AIDE SOCIALE A L'ENFANCE

L'ensemble des réajustements proposé pour la Direction Adjointe Aide Sociale à l'Enfance concerne les dépenses de fonctionnement

Interventions des aides ménagères et des techniciennes de l'intervention sociale et familiale (TISF)

Proposition DM1

+ 151 800,00 €

Ces crédits correspondent à la part du Département dans la prise en charge financière des interventions à domicile des techniciennes de l'intervention sociale et familiale, aides ménagères et auxiliaires de vie sociale dans le cadre des mesures visant le maintien de l'enfant mineur au domicile familial, et de visites parentales en présence d'un tiers, ordonnées par l'autorité judiciaire.

Il est décidé une inscription complémentaire afin de couvrir la hausse des tarifs applicable au 1^{er} janvier 2022. Le coût horaire passe de 33€ à 42€, soit un surcoût de 9€ par heure pour un volume estimé de 16 866 h pour 2022.

II) OFFRE D'ACCUEIL

Accords dits LAFORCADE Ségur 2 DEPE

Proposition DM1 :

+ 3 000 000,00 €

Les accords dits LAFORCADE destinés à la revalorisation salariale dans le champ sanitaire, médico-social et social s'ouvrent à partir du 1^{er} avril 2022 aux professionnels de la filière socio-éducative, qui sont chargés de l'accompagnement des personnes dans les différents secteurs de l'intervention sociale dont la protection de l'enfance.

A ce titre, le Département a évalué le surcoût de cette mesure pour l'exercice 2022 à 3 000 000,00€ pour les établissements et services de l'enfance tous secteurs confondus (CDAF, FDE, MECS, AEMO, prévention spécialisée...).

Les décrets d'application n'étant pas publiés au moment des travaux préparatoires de cette Décision Modificative, il s'agit d'une première estimation.

III) DIRECTION ADJOINTE PMI

La Protection Maternelle Infantile (PMI) a pour mission de garantir la qualité de l'accueil de la petite enfance et de favoriser les actions de prévention en matière de santé. Les crédits prennent en compte la mise en œuvre des compétences obligatoires en matière de protection et promotion de la santé de la famille et de l'enfance, ainsi que les orientations départementales en matière d'accueil de la petite enfance.

Cela recouvre l'ensemble des dépenses et recettes relatives à des actions de promotion de la santé de la mère et de l'enfant dans le domaine de la périnatalité, à des actions médico-sociales individuelles ou collectives en faveur des jeunes enfants, des jeunes et de leurs parents, et à l'accueil de la Petite Enfance.

A) Achat de matériel nécessaire au fonctionnement de la PMI

Proposition DM1 :

+ 10 000,00 €

Il s'agit de l'achat de tous les imprimés utilisés dans le cadre des actions de PMI, notamment les carnets de santé, carnets de maternité, imprimés CERFA servant à l'instruction de dossiers d'assistantes maternelles et d'assistantes familiales, carnets bucco-dentaires, dossiers médicaux petite enfance et CPEF, les carnets de liaison avec l'Education Nationale (bilans en école maternelle). Cela fait l'objet d'un marché public. L'augmentation du prix des matières premières liée à la crise sanitaire nous oblige à inscrire des crédits supplémentaires.

B) Achat de produits pharmaceutiques

Proposition DM1 :

+ 11 500,00 €

Les vaccinations sont effectuées dans le cadre des consultations de PMI pour les enfants de 0 à 6 ans. Les crédits proposés prennent en considération l'orientation prioritaire des familles par les médecins territoriaux vers les dispositifs de droit commun. Cette somme correspond aux vaccins fournis aux consultations de nourrissons dans un objectif d'accès de tous aux dispositifs de santé publique. Les dépenses engagées devraient être remboursées au Département dans le cadre de la convention qui le lie à la CPAM du Gard. Ces achats font l'objet d'un marché public et il convient d'ajuster les crédits aux besoins.

C) Formation des assistantes maternelles

Proposition DM1 :

+ 32 800,00 €

La loi distingue les professions d'assistants maternels et d'assistants familiaux. Les demandes d'agrément sont traitées dans la globalité par la Direction adjointe. La formation des assistants maternels est obligatoire et incombe à cette dernière. Elle doit avoir lieu avant le premier accueil. Cette inscription complémentaire est liée à l'accroissement des besoins en formation sur ce secteur.

D) Participations à des structures œuvrant dans le domaine de la parentalité

Proposition DM1 :

+ 5 000,00 €

Ces crédits permettent de financer :

- des associations intervenant dans le champ de la parentalité au titre de la politique petite enfance ;
- les remboursements aux organismes hospitaliers et associatifs gestionnaires des centres de planification et d'éducation familiale ;
- les frais d'inscription permettant la participation des assistantes maternelles au colloque national de l'Association Départementale des Assistantes Maternelles et des Familles d'Accueil.

E) Subventions à des structures œuvrant dans le domaine de la santé et de l'accès aux soins

Proposition DM1 :

+ 5 000,00 €

Cette ligne d'imputation permet de financer le soutien aux associations œuvrant dans le domaine de la promotion de la santé et de la prévention des conduites à risques.

La plupart des associations financées dans ce domaine contribuent à soutenir la mise en œuvre de la politique départementale en matière :

- d'actions de prévention auprès des jeunes les plus vulnérables (prévention des conduites à risques) ou les plus exclus (réduction des risques)

- d'équité d'accès à la prévention pour les publics vulnérables, notamment en situation de handicap.

Les tableaux annexés ci-après récapitulent par prestation les crédits gérés par la Direction de l'Enfance et de la Petite Enfance

Service S0169 DEPE - SERVICE OFFRE D'ACCUEIL

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement
				Année	Code	Dépenses
Accords dits LAFORCADE Ségur ZDEPE	65	51	652412			3 000 000,00
Prestation						3 000 000,00
Totaux						3 000 000,00

Service S0180 DEPE - DIRECTION ADJOINTE PROTECTION MATERNELLE INFANTILE

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement
				Année	Code	Dépenses
Achat de matériel nécessaire au fonctionnement de la PMI	011	40	6236			10 000,00
Prestation						10 000,00
Achat de produits pharmaceutiques	011	41	60662			11 500,00
Prestation						11 500,00
Formation des Assistantes Maternelles	011	41	6183			32 800,00
Prestation						32 800,00
Participations à des structures œuvrant dans le domaine de la parentalité	65	41	6574			5 000,00
Prestation						5 000,00
Subventions à des structures œuvrant dans le domaine de la santé et de l'accès aux soins	65	42	6574			5 000,00
Prestation						5 000,00
Totaux						64 300,00

Service S0261 DEPE - DIRECTION ADJOINTE DE L'ASE

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement
				Année	Code	Dépenses
Interventions des aides ménagères et des techniciennes de l'intervention sociale et familiale	65	51	6514			151 800,00
Prestation						151 800,00
Totaux						151 800,00

COMMISSION EDUCATION COLLEGES ET CITOYENNETE

DIRECTION DE L'EDUCATION, DE LA JEUNESSE, DE LA CULTURE ET DU SPORT

Dans le cadre de notre orientation politique « assurer l'accès aux savoirs et à la connaissance », il est décidé d'inscrire, lors de cette décision modificative n°1, 200 000,00 € de crédits supplémentaires en dépenses de fonctionnement.

La Dotation annuelle de fonctionnement aux collèges publics est une contribution obligatoire selon l'article L 421-11 du Code de l'Education.

Cette dotation a fait l'objet d'une première répartition entre les collèges publics gardois lors de la séance du 22 octobre 2021 au titre de l'année 2022, les dotations devant être notifiées avant le 1^{er} novembre 2021 pour permettre aux établissements de préparer leur budget.

Au vu du contexte actuel, les charges de viabilisation de certains établissements sont en forte augmentation, en fonction des contrats qui ont été passés par les collèges et des fournisseurs retenus.

Le Conseil départemental soutiendra financièrement les établissements les plus fragiles financièrement qui compte-tenu du niveau de leur fonds de roulement ne pourraient absorber ces hausses.

Dans ce cadre, il est décidé d'augmenter les crédits de 200 000,00 € sur cette prestation.

Par ailleurs, 11 400,00 € inscrits sur la prestation « prise en charge des frais de déménagement » ne seront pas consommés. Il est donc décidé de supprimer les crédits sur cette prestation et de les réinscrire sur la prestation « dotation annuelle de fonctionnement aux collèges », pour aider les établissements à faire face aux augmentations de leurs charges de viabilisation.

Les modifications décidées sont donc les suivantes :

- **211 400,00 €** au chapitre 65, fonction 221, nature 65511
- **-11 400,00 €** au chapitre 011, 221, nature 6241

Le tableau annexé ci-après récapitule par prestation les crédits gérés par la Direction de l'Education, de la Jeunesse, de la Culture et du Sport

Service S0066 DEJCS - SERVICE EDUCATION

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement
				Année	Code	Dépenses
Dotation annuelle de fonctionnement aux collèges publics	65	221	65511			211 400,00
Prestation						211 400,00
Prise en charge des frais de déménagement	011	221	6241			-11 400,00
Prestation						-11 400,00
Totaux						200 000,00

DIRECTION DE LA LOGISTIQUE pour la gestion et le patrimoine des collèges

Pour répondre aux nouveaux besoins, il est décidé la création d'une nouvelle autorisation de programme (AP) d'un montant de 1 700 000,00 € pour financer les études de faisabilité et de programmation sur des projets collèges et équipements annexes.

Il est, par ailleurs, décidé un réajustement opérationnel lié au changement de programme des AP de deux collèges gardois créées pour les collèges de Saint-Gilles (passant de 14 530 000,00 € à 28 000 000,00 €) et de Salindres (passant de 15 000 000,00 € à 28 000 000,00 €). Ces autorisations de programme ayant été initialement calibrées pour des opérations de restructuration et/ou d'extension. Compte-tenu de l'état structurel de ces établissements et des opportunités foncières qui s'offrent au Conseil départemental, la solution finale s'orienterait plutôt vers une reconstruction de ces deux collèges.

De plus, pour réaliser dès cette année de nouvelles études préalables pour les collèges (150 000,00 €), il est décidé de transférer sur la nouvelle AP d'études pour les collèges des crédits pour un montant identique provenant de l'opération relative à la construction du Collège de Saint-Gilles.

Des ajustements sont également décidés sur le programme de mise en œuvre de la transition énergétique à hauteur de 150 000,00 € entre les bâtiments et les collèges. Les travaux de rénovation énergétique entrepris dans le cadre du Plan de relance de l'économie 2021-2022, ont permis au Conseil départemental de lancer un programme important de rénovation sur 9 bâtiments, dont 3 collèges (Jules Verne et Mont-Duplan à Nîmes, Les Fontaines à Bouillargues) financé par l'Etat à hauteur de 4 019 841,00 €.

Les propositions budgétaires formulées dans le cadre de cette DM seront présentées successivement.

I) PERENNISER LA QUALITE DES LIEUX D'EDUCATION

Etudes et travaux de maintenance et de sécurité des collèges

Suite à la création de la nouvelle enveloppe COLLEGE22 pour les travaux à engager sur les collèges entre 2022 et 2027, il est décidé de diminuer l'enveloppe AP 2018 COLLEGES et de la rephaser.

➤ AP 2018 COLLEGES : -6 574 000,00 €

II) PRENDRE EN COMPTE LE DEVELOPPEMENT DURABLE DANS LA STRATEGIE PATRIMONIALE

Gestion du programme de Transition Energétique (-280 000,00 €)

Afin d'ajuster la programmation des opérations de soutien à la transition énergétique au regard l'avancement des travaux prévus dans le Plan de relance financé par l'Etat, il est décidé de procéder à un transfert de crédits de paiement et de rephaser l'enveloppe sur les exercices ultérieurs.

- **-280 000,00 €** au chapitre 20-fonction 221-nature 2031, AP 2017 TRANSITION

III) MODERNISER ET ADAPTER LES LIEUX D'EDUCATION A L'EVOLUTION DES TERRITOIRES GARDOIS

A) Etudes et travaux de construction et d'extension collèges (-150 000,00 €)

En Autorisation de Programme :

Afin de financer le nouveau programme de réalisation du futur collège de Saint-Gilles, il est décidé d'augmenter l'AP 2020 CSTGILLECO. Le nouveau montant de l'enveloppe sera ainsi porté à 28 000 000,00 €. Il est également décidé de rephaser cette enveloppe.

- AP 2020 CSTGILLECO : 13 470 000,00 €

Afin de financer le projet de construction du collège de Salindres, il est décidé d'augmenter l'AP 2021 CSALINDRES. Le nouveau montant de l'enveloppe sera ainsi porté à 28 000 000 €. Il est également décidé de rephaser cette enveloppe.

- AP 2021 CSALINDRES : 13 000 000,00 €

Afin d'ajuster le montant de l'AP à l'opération, il est décidé de diminuer et de rephaser l'AP 2016 CGENSSCO pour la construction d'une salle de sport à Génolhac.

- AP 2016 CGENSSCO : -1 200 000,00 €

Afin de d'ajuster le montant de l'AP à l'opération, il est décidé de diminuer et de rephaser l'AP 2018 CGENSEGPA pour la construction d'une classe SEGPA au collège de Saint-Geniès-de-Malgoirès.

- AP 2018 CGENSEGPA : -700 000,00 €

Suite à l'abandon du projet de collège et de halle de sports à Aubord, il est décidé de diminuer l'AP 2011 CAUBCCH d'un montant de 20 657 862,66 € sur l'enveloppe dévolue à ce programme.

- AP 2011 CAUBCCH : -20 657 862,66 €

En dépenses d'investissement (crédits gérés en AP) :

Au regard de l'état d'avancement du programme de construction d'un nouveau collège à Saint-Gilles, il est décidé de diminuer les crédits affectés à l'enveloppe AP 2020 CSTGILLECO pour financer les nouvelles études préalables des projets des futurs collèges.

- -150 000,00 € au chapitre 23-fonction 221-nature 238, AP 2020 CSTGILLECO

B) Etudes et travaux de restructuration, réhabilitation, réaménagement des Collèges (150 000,00 €)

En Autorisation de Programme :

Il est décidé la création d'une nouvelle enveloppe AP 2022 ETUPRECOLL d'un montant de 1 700 000,00 € phasée sur cinq ans pour le lancement des études de diagnostics et des nouveaux projets sur les collèges.

- AP 2022 ETUPRECOLL : 1 700 000,00 €

En dépenses d'investissement (crédits gérés en AP) :

Afin d'engager les premières dépenses pour le lancement des études préalables des futurs collèges, il est décidé d'inscrire 150 000,00 € de crédits de paiement :

- 150 000,00 € au chapitre 20-fonction 221-nature 2031, AP 2022 ETUPRECOLL

En conclusion :

En crédits de paiement, le tableau ci-dessous résume les propositions pour la DM 1 de la Direction Générale adjointe Mobilité et Logistique pour la Gestion des Collèges :

SECTION	DEPENSES	RECETTES
INVESTISSEMENT	-280 000,00	0,00
FONCTIONNEMENT	0 ,00	0,00
TOTAL	-280 000,00	0,00

Les tableaux annexés ci-après récapitulent par prestation les crédits gérés par la Direction de la Logistique pour la gestion et le patrimoine des collèges.

Dépenses

Année	Code	Libellé	AP avant étape	Révision	Montant de l'AP	Crédits de paiement N	Crédits de paiement > N
2011	CAUBCCH	CONSTRUCTION COLLEGE ET HALLE DE SPORTS A AUBORD	22 898 160,00	-20 657 862,66	2 240 297,34	0,00	1 553 628,99
2016	CGENSSCO	CONSTRUCTION SALLE DE SPORTS A GENOLHAC	2 400 000,00	-1 200 000,00	1 200 000,00	0,00	1 200 000,00
2018	CGENSEGPA	CONSTRUCTION D'UNE SEGPA AU COLLEGE DE SAINT-GENIES-DE-MALGOIRES	2 500 000,00	-700 000,00	1 800 000,00	50 000,00	177 299,52
2018	COLLEGES	GROSSES REPARATIONS SUR LES COLLEGES	30 963 316,00	-6 574 000,00	24 389 316,00	1 128 300,00	1 831 712,49
2020	CSTGILLECO	CONSTRUCTION DU NOUVEAU COLLEGE DE SAINT-GILLES	14 530 000,00	13 470 000,00	28 000 000,00	1 150 000,00	26 800 000,00
2021	CSALINDRES	CONSTRUCTION D'UN COLLEGE A SALINDRES	15 000 000,00	13 000 000,00	28 000 000,00	500 000,00	27 493 954,40
2022	ETUPRECOLL	ETUDES PREALABLES SUR LES COLLEGES	0,00	1 700 000,00	1 700 000,00	150 000,00	1 550 000,00

Service S0013 DLOG - SERVICE PROGRAMMATION ET GESTION PATRIMONIALE

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Investissement
				Année	Code	Dépenses
Etudes et travaux de restructuration, réhabilitation, réaménagement Collèges	20	221	2031	2 022	ETUPRECOLL	150 000,00
Prestation						150 000,00
Totaux						150 000,00

Service S0017 DLOG - SERVICE IMMOBILIER ET TRAVAUX

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Investissement
				Année	Code	Dépenses
Etudes et travaux de construction et d'extension Collèges	23	221	238	2 020	CSTGILLECO	-150 000,00
Prestation						-150 000,00
	20	221	2031	2 017	TRANSITION	-280 000,00
Prestation						-280 000,00
Totaux						-430 000,00

COMMISSION ATTRACTIVITE ET QUALITE DE VIE

DIRECTION DE L'ATTRACTIVITE DU TERRITOIRE ET DE L'HABITAT -

Atouts économiques et touristiques

I) PROMOUVOIR LES ATOUTS ECONOMIQUES ET TOURISTIQUES GARDOIS

A) Subvention pour la valorisation du patrimoine gastronomique (52 000,00 €)

Le patrimoine gastronomique est sans conteste une valeur sûre d'attractivité de notre territoire. Au regard de l'accroissement des dossiers de valorisation des produits de nos terroirs tant artisanaux qu'agricoles et en corrélation avec notre politique touristique et d'attractivité, il convient de poursuivre nos efforts de soutien aux divers organisateurs de manifestations.

Il est décidé donc d'inscrire des crédits de paiement supplémentaires de 52 000,00 € en dépenses de fonctionnement au titre de cette prestation.

➤ **52 000,00 €** au chapitre 65, fonction 94, nature 6574

B) Subvention pour le tourisme social et solidaire (75 000,00 €)

Par délibération du 22 avril 2022, le Conseil départemental a confirmé notre volonté de permettre à tous l'accès à un tourisme tant de loisirs que culturel, historique ou patrimonial.

L'Appel à projets (AAP) créé en ce sens a vocation à proposer aux gardois d'accéder à ce type d'offre touristique sur notre propre territoire leur permettant ainsi de s'approprier leur histoire territoriale. Ces séjours se dérouleront nécessairement hors haute saison touristique.

Ainsi, pour la mise en œuvre de ces dispositifs, il est décidé :

- d'une part, une diminution des crédits de paiement hors enveloppe de 11 000,00 € ventilés comme suit :

➤ **-5 000,00 €** au chapitre 65, fonction 94, nature 65734

➤ **-6 000,00 €** au chapitre 65, fonction 94, nature 6574

- d'autre part, de créer une autorisation d'engagement 2022 TSSD d'un montant de 23 000,00 €, d'une durée de 2 ans :

➤ **AE 2022 TSSD : 23 000,00 €**

Avec une inscription de crédits supplémentaires d'un montant total de 11 000,00 € pour 2022 ventilés comme suit :

➤ **5 000,00 €** au chapitre 65, fonction 94, nature 65734

➤ **6 000,00 €** au chapitre 65, fonction 94, nature 6574

Par ailleurs, il est prévu de collaborer en 2022 aux côtés de la Région Occitanie et du Comité Régional du Tourisme (CRTL) et des Loisirs au dispositif de la Carte Occ'Ygène.

Elle permet aux familles les plus modestes d'accéder à des activités de loisirs tout au long de l'année.

En 2021, 2 300 familles gardoises ont bénéficié des aides de la Région grâce à ce dispositif monétisé. Par ailleurs, dans sa fonction de carte monétisée, elle permet de cibler la consommation des bénéficiaires aux entreprises locales.

Pour 2022, le Conseil Départemental apportera une aide complémentaire à celle de la Région pour les familles gardoises très modestes (QF<1 000€). Ainsi celles-ci disposeront d'un crédit monétisé de 60 à 140 € selon leur composition. Sachant que la gestion complète du dispositif est à la charge du CRTL. Notre contribution se fera par palier, selon une hauteur de l'ordre de 50% de la part régionale pour un estimatif d'environ 2 500 familles dans la limite des subventions attribuées. La subvention étant allouée au CRTL Occitanie via une convention quadripartite : Conseil régional, Conseil départemental, CRTL et Gard Tourisme.

Il est donc décidé d'inscrire des crédits de paiement supplémentaires d'un montant de 75 000,00 € en dépenses de fonctionnement.

➤ **75 000,00 €** au chapitre 65, fonction 94, nature 6574

II) CONJUGUER JUSTICE SOCIALE ET DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE POUR L'EMPLOI ET L'INSERTION

Promouvoir l'inclusion sociale, lutter contre la pauvreté et toute forme de discrimination (FSE)

La nouvelle Programmation Opérationnelle Nationale 2022/2027 du FSE+ devait débiter au 2ème trimestre 2022. Sa mise en œuvre n'interviendra finalement qu'à la fin du 3ème trimestre 2022.

Par courrier en date du 02/02/2022, Monsieur Le Préfet de Région a notifié au Département du Gard le montant de l'enveloppe de crédits du FSE+ pour la période 2022/2027, soit 14 149 408,00 € (hors crédits d'assistance technique).

Il est donc décidé :

- d'une part, de diminuer les crédits de paiement 2022 de l'AE 2022 FSE+ :

➤ **- 530 000,00 €** au chapitre 65, fonction 041, article 6574, regroupement 61, AE 2022 FSE+

- d'autre part, d'augmenter l'autorisation d'engagement 2022 FSE+ de 2 150 000,00 € portant ainsi son montant total à 14 150 000,00 €, sans impact sur les crédits de paiement 2022.

➤ AE 2022 FSE+ : 2 150 000,00 €

Il est donc décidé d'inscrire en dépenses de fonctionnement **127 000,00 €** pour l'axe « Promouvoir les atouts économiques et touristiques gardois » et – **530 000,00 €** pour l'axe « Conjuguer justice sociale et développement économique pour l'emploi et l'insertion » et également de clôturer les AP mentionnées ci-dessous dont les opérations sont terminées :

- l'AP GALSLEADER 2016
- l'AP FSEMASSCE 2019
- l'AP AGRITOUR 2020
- l'AP GALPETR 2020

Les tableaux annexés ci-après récapitulent par prestation les crédits gérés par la Direction de l'Attractivité du Territoire et de l'Habitat - Atouts économiques et touristiques.

Dépenses

Année	Code	Libellé	AP avant étape	Révision	Montant de l'AP	Crédits de paiement N	Crédits de paiement > N
2022	FSE+	PROMOUVOIR L'INCLUSION SOCIALE PROGRAMMATION FSE+ 2022 2027	12 000 000,00	2 150 000,00	14 150 000,00	520 000,00	13 630 000,00
2022	TSSD	APPEL A PROJETS TOURISME SOCIAL SOLIDAIRE ET DURABLE		23 000,00	23 000,00	11 000,00	12 000,00

Service S0079 DATH - SERVICE DU TOURISME ET DE L'ATTRACTIVITE TERRITOIRE

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement
				Année	Code	Dépenses
Subvention pour la valorisation du patrimoine gastronomique	65	94	6574			52 000,00
Prestation						52 000,00
Subvention pour le tourisme social et solidaire	65	94	65734			-5 000,00
	65	94	65734	2 022	TSSD	5 000,00
	65	94	6574			69 000,00
	65	94	6574	2 022	TSSD	6 000,00
Prestation						75 000,00
Totaux						127 000,00

Service S0094 DATH - SERVICE FONDS EUROPEENS ET TERRITOIRES

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement
				Année	Code	Dépenses
Promouvoir l'inclusion sociale lutter contre la pauvreté et toute forme de discrimination (FSE)	65	041	6574	2 022	FSE+	-530 000,00
Prestation						-530 000,00
Totaux						-530 000,00

DIRECTION DE L'EDUCATION, DE LA JEUNESSE, DE LA CULTURE ET DU SPORT- Sport, culture et restauration

SOUTENIR LES PRATIQUES SPORTIVES

La politique sportive du Conseil départemental encourage la pratique du sport au plus grand nombre en réduisant les inégalités. Elle s'inscrit pleinement dans le cadre du Label Terre de Jeux 2024 obtenu par le Département en mars 2020 et qui représente son fil rouge, avec pour leitmotiv « le sport pour tous et partout ».

Il est décidé d'inscrire 370 000,00 € de crédits supplémentaires en dépenses de fonctionnement et 50 000,00 € en dépenses d'investissement lors de cette décision modificative n°1 au titre de la politique sportive départementale, qui se répartissent au sein des prestations suivantes :

A) Subventions pour le Centre sportif de Méjannes-Le-Clap (420 000,00 €)

Il est décidé d'inscrire des crédits complémentaires, en fonctionnement, qui permettront à la structure de s'adapter au contexte de transformation de ses équipements en vue de son prochain statut de centre de préparation aux Jeux (perturbations des accueils traditionnels le temps des travaux).

➤ **370 000,00 €** au chapitre 65, fonction 32, nature 65737, regroupement 6.

Sont également décidés d'inscrire en investissement des crédits supplémentaires en vue d'équiper en mobilier les chambres et espaces connexes sur les deux sites sujets à travaux de réhabilitation ou d'embellissement pour être Centre de Préparation aux Jeux.

➤ **50 000,00 €** au chapitre 204, fonction 32, nature 2041781, regroupement 6.

B) Organisation des états généraux du sport (3 000,00 €)

Le Conseil départemental souhaite organiser des états généraux du Sport, qui nécessiteront l'achat de prestations extérieures (animation, logistique). Il est donc décidé d'inscrire 3 000,00 € au titre de cette prestation.

➤ **3 000,00 €** au chapitre 011, fonction 32, nature 6228.

C) Subventions aux associations sportives en lien avec les collèges (-3 000,00 €)

Au vu des besoins estimés d'ici la fin de l'année, il est décidé de réduire les crédits inscrits sur cette prestation.

➤ **-3 000,00 €** au chapitre 65, fonction 32, nature 6574.

Le tableau annexé ci-après récapitule par prestation les crédits gérés par la Direction de l'Education, de la Jeunesse, de la Culture et des Sports - Sport, culture, restauration.

Service S0033 DEJCS - SERVICE SPORT ET JEUNESSE

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement	Investissement
				Année	Code	Dépenses	Dépenses
Organisation des états généraux du sport	011	32	6228			3 000,00	
Prestation						3 000,00	
Subvention pour le Centre Sportif Méjannes le Clap (Régie)	204	32	2041781				50 000,00
	65	32	65737			370 000,00	
Prestation						370 000,00	50 000,00
Subventions aux associations sportives	65	32	6574			-3 000,00	
Prestation						-3 000,00	
Totaux						370 000,00	50 000,00

DIRECTION DU LIVRE ET DE LA LECTURE

Dans le cadre de l'orientation politique « développement de la citoyenneté et de l'épanouissement par l'accès à la culture et au sport », la Direction du Livre et de la Lecture (DLL) met en œuvre des actions permettant de favoriser l'accès à la lecture publique pour tous les Gardois.

I) RESSOURCES CULTURELLES

Concernant l'acquisition d'un bibliobus, outil de diffusion dans le réseau des bibliothèques, il est décidé de diminuer les crédits en investissement prévus initialement au Budget car ces crédits sont transférés à la Direction de la Mobilité et des Routes.

➤ **-280 000,00 €** au chapitre 21, fonction 313, nature 2182

II) RESSOURCES DOCUMENTAIRES

En recettes, il est décidé de diminuer les crédits correspondant à la subvention d'aide à l'acquisition de documents attribuée par le CNL de 946,00 €.

➤ **-946,00 €** au chapitre 77, fonction 313, nature 7788

Il est donc décidé d'inscrire : :

En dépenses :

➤ **- 280 000,00 €** en investissement

En recettes :

➤ **-946 €** en fonctionnement

Les tableaux annexés ci-après récapitulent par prestation les crédits gérés par la Direction du Livre et de la Lecture.

Service S0034 DLL - SERVICE RESSOURCES DOCUMENTAIRES DEVELOP COLLECTIONS

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement
				Année	Code	Recettes
Acquisitions d'ouvrages pour les bibliobus	77	313	7788			-946,00
Prestation						-946,00
Totaux						-946,00

Service S0213 DLL - SERVICE ACCOMPAGNEMENT DU RESEAU DEVELOP TERRITOIRES

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Investissement
				Année	Code	Dépenses
Diffusion par bibliobus	21	313	2182			-280 000,00
Prestation						-280 000,00
Totaux						-280 000,00

DIRECTION DU LABORATOIRE DEPARTEMENTAL D'ANALYSES

Dans le cadre du projet politique départemental, l'action du Laboratoire Départemental d'Analyses consiste à participer à l'amélioration de la Santé Animale et de l'Hygiène Alimentaire et à contribuer à la qualité des cheptels, à la prévention et à la lutte contre les épidémies animales ainsi qu'à la protection des consommateurs.

Pour l'achat d'équipement de laboratoire, il est décidé pour la Décision Modificative n°1 2022 l'inscription des crédits suivants :

Pour l'achat de deux véhicules (27 800,00 €) par le garage départemental auquel il convient de rétrocéder les sommes avancées par virement de crédits, ainsi que l'acquisition de caissons de réfrigération pour deux véhicules de la flotte destinés à la collecte des prélèvements chez les clients, afin de veiller au maintien en température des prélèvements lors des tournées (13 200,00 €), il est décidé l'inscription suivante :

➤ **41 000,00 €** au chapitre 21, fonction 921, nature 2182

Par ailleurs, des travaux accompagnés d'un sinistre ont été réalisés au sein du laboratoire ayant pour conséquence une nouvelle programmation de travaux. Il s'agit de l'enceinte confinée (P3) destinée à l'analyse de pathogènes hautement dangereux. Afin de procéder aux travaux nécessaires à la reprise de l'activité, une décontamination totale de l'enceinte est indispensable, pour laquelle il est décidé d'inscrire des crédits supplémentaires en investissement :

➤ **50 000,00 €** au chapitre 21, fonction 921, nature 21318

Enfin, le coût du renouvellement de l'autoclave double entrée (une partie s'ouvre dans l'enceinte confinée, une autre s'ouvre vers le laboratoire), qui a pour objet de stériliser les matériels utilisés dans l'enceinte avant et afin de pouvoir les en faire sortir, s'élève à 104 000,00 € TTC. Pour cette acquisition, il est décidé l'inscription suivante :

➤ **89 000,00 €** au chapitre 21, fonction 921, nature 2157

En conclusion, il est décidé d'inscrire en crédits de paiement supplémentaires 2022 :
180 000,00 € en dépenses d'investissement.

Le tableau annexé ci-après récapitule par prestation les crédits gérés par le Laboratoire Départemental d'Analyses.

Service S0019 LDA - PÔLE DE GESTION

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Investissement
				Année	Code	Dépenses
Achat d'équipements du laboratoire	21	921	21318			50 000,00
	21	921	2157			89 000,00
	21	921	2182			41 000,00
Prestation						180 000,00
Totaux						180 000,00